

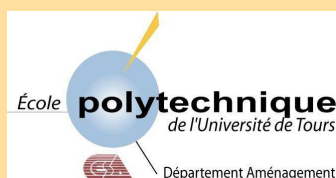
**Groupements d'Intérêt Public
Aménagement du Territoire**

Pays d'Alençon

NOTE DE PRESENTATION

Charte de développement durable du Pays d'Alençon

Le Pays d'Alençon : un terroir du 21^{ème} siècle



Adeline LEMELTIER

Magistère 3^{ème} année

Année universitaire 2005-2006

Rapport de Stage individuel

Commanditaire: Pays d'Alençon

Maître de stage: Le Josne Mélanie

Afin de préparer la prochaine période de contractualisation (2007-2013), le Pays d'Alençon a sollicité l'intervention d'un stagiaire de troisième année de Magistère « aménagement du territoire » du Département Aménagement, pour élaborer sa nouvelle charte de territoire.

1. Le Pays d'Alençon : un trait d'union entre la Basse-normandie et les Pays de la Loire

Le Pays d'Alençon est un territoire de projet, interdépartemental et interrégional, c'est-à-dire, situé sur les départements de l'Orne et de la Sarthe et, sur les régions Basse-Normandie et Pays de la Loire.

Cette situation n'est pas sans compliquer sa gestion :

- les acteurs et les interlocuteurs sont multipliés par deux,
- les politiques départementales et régionales sont différentes entre chaque territoire



Ce pays est issu de la politique de pays lancée et concrétisée législativement par la loi Pasqua en 1995 et repris 4 ans plus tard par la loi Voynet.

Initié à partir de quelques communes en 1995, le Pays d'Alençon a fait l'objet de plusieurs regroupements de telle manière qu'en 2006, ce territoire urbano-rural compte 9 communautés de communes et une communauté urbaine, ce qui représente près de 90 000 habitants.

Il est polarisé par une ville centre : Alençon, préfecture de l'Orne. Des pôles secondaires et d'équilibre complètent et renforcent ce pôle principal, ce qui fait du Pays d'Alençon un territoire multipolaire.

L'objectif de sa constitution correspond à un des critères de la loi Voynet : renforcer la solidarité entre la ville et la campagne. Des disparités territoriales importantes se creusent, en effet, au sein du Pays d'Alençon : l'espace urbain et péri urbain autour d'Alençon ne cesse de se développer, attirent des couples avec des enfants alors que les petites communautés de communes aux caractéristiques rurales ont tendance à perdre du dynamisme économique et démographique.

Afin de conforter cet objectif de solidarité entre le milieu urbain et les espaces ruraux et, de limiter la polarisation sur Alençon, les acteurs du pays ont d'ailleurs installé le siège de l'organisme au Mêle-sur-Sarthe, lieu de départ de la constitution du Pays d'Alençon. Situé à l'extrême Est du territoire, cette situation ne facilite pas le travail des techniciens : ils sont éloignés des principaux partenaires essentiellement situés à Alençon (25 km entre Alençon et le Mêle-sur-Sarthe) et des EPCI situés à l'extrême Ouest.

2. Le rôle du Pays d'Alençon

Dès la constitution du Pays d'Alençon, les acteurs lui ont attribués des rôles :

- améliorer la solidarité ville-campagne en confortant le pôle urbain, Alençon par le soutien des pôles structurants, complémentaires et solidaires
- développer les atouts du territoire au regard de ces potentiels naturels et touristiques
- conforter le tissu économique local suite à la fermeture de Moulinex
- maintenir une agriculture dynamique
- saisir les opportunités de développement
- fédérer les acteurs et les synergies.

Plus globalement, le Pays d'Alençon apportent un soutien technique aux projets émergents. L'aide technique apportée qu'il apporte à des maîtres d'ouvrage publics et privés et l'insertion de leurs projets dans une logique de territoire assure la cohérence des actions à l'échelle du Pays.

Il favorise l'impulsion de réflexions sur le devenir du territoire. Au cœur des échanges entre les intercommunalités, acteurs publics et privés, il impulse de nouvelles dynamiques et initie des projets et des réflexions en faveur de son territoire grâce à la mise en réseau des forces vives.

3. L'organisation interne du Pays d'Alençon

3.1 Son statut

Preuve de la volonté des élus de faire du Pays d'Alençon un territoire solidaire et complémentaire entre l'espace urbain et l'espace rural, le Pays d'Alençon appuie son fondement juridique sur le Groupement d'Intérêt Public Aménagement du territoire.

Ce statut facilite les formes de partenariats et la coopération entre les acteurs publics et privés. La contribution financière des groupements de communes et des communes n'est pas obligatoire, et ses compétences sont limitées à l'exercice des activités d'études, d'animation ou de gestion nécessaires à la mise en œuvre des projets prévus par la charte du pays.

Le Pays d'Alençon est composé de petites communes et de petits regroupements, les moyens financiers et humains sont donc limités.

3.2 Le financement du Pays d'Alençon

Il a très peu de fonds propres, c'est pourquoi d'ailleurs, il n'a pas vocation à être maître d'ouvrage.

La mise en œuvre des projets est possible par les soutiens financiers extérieurs : Europe, Etat, Région(s), le(s) département(s)...

Cependant afin de bénéficier des aides extérieures, les projets et leurs budgets doivent correspondre aux orientations de la charte et être inscrits dans le(s) contrat(s) de pays.

Pour la première période de contractualisation, le Pays d'Alençon a d'ailleurs signé un contrat de Pays avec l'Etat, un avec chaque région et une convention de développement local avec le conseil général de la Sarthe.

■ Le financement du fonctionnement

- Ingénierie du Pays (animation et communication)

Taux d'intervention de l'Etat : 39%

- Ingénierie Pays/Leader+

Taux d'intervention de l'Etat : 30%

- Ingénierie de l'Office de tourisme de pôle

Taux d'intervention de l'Etat : 34%

- Cotisation des intercommunalités : 20%

- Soutien Régions et Départements : ~ 50%

▪ **Le financement des investissements¹**

- Cotisation des intercommunalités

Fonds mobilisés dans le cadre

- Contrats de Pays

avec l'Etat : NC

les Régions : Pays de la Loire : 409 000€ de subventions)

Basse-Normandie : 1 800 000 € de subventions

- Convention de développement local avec la Sarthe : 277 924 €

Les subventions attribuées par les Régions et le département ont permis notamment de financer des opérations individuelles structurantes (espace culturel, centre de loisirs) ainsi que des opérations collectives comme les opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC) et les opérations agricoles.

3.3 L'organisation du fonctionnement du Pays d'Alençon

Le fonctionnement et l'animation du territoire se fait par divers acteurs : des élus, des socio-professionnels et des techniciens. Etant exposé dans la charte de territoire, j'invite le lecteur à se diriger vers ce document pour obtenir des informations sur l'organisation « politique » et technique du Pays. Par contre, une critique en termes d'organisation politique et technique vous ai proposée.

Le porteur politique : Yves Deniaud

Monsieur Deniaud est fortement investi sur le plan politique : il a été adjoint au maire à la mairie d'Alençon pendant deux mandats et, aujourd'hui, il est député UMP (Union pour un mouvement Populaire) de l'Orne, membre de la commission des finances à l'Assemblée

¹ Ressources mobilisables pour la mise en œuvre des projets des collectivités et du Pays

Nationale, membre titulaire du Conseil National des assurances, membre du Conseil Régional de Basse-Normandie et membre de la commission Economie du Pays d'Alençon.

Si d'apparence, il impressionne, en réalité, c'est une charmante personne, qui aime cumuler de nombreux mandats, c'est pourquoi, l'an dernier il s'est élu seul et, en un éclair pour une seconde fois Président du Pays d'Alençon, à l'occasion de l'Assemblée Générale réunissant plus de 150 personnes. Sa manière de procéder a été particulièrement contestée par de nombreuses personnes présentes, mais les plaintes verbales ne sont retombées qu'au niveau de l'équipe technique. Les mécontentements se justifiaient sur le fait, que les accords initialement prévus, quelques années plus tôt, concernant l'alternance des Président du Pays (socio-professionnels et élu) n'ont pas été respectés et qu'il n'a pas laissé le temps aux présents de réfléchir et de procéder à un vote.

Au regard des fonctions qu'il exerce, , Monsieur Deniaud semble par ailleurs fortement investi sur le plan politique.

Concernant son investissement au Pays, je ne l'ai pas particulièrement ressenti pendant toute ma période de stage. Alors que toutes les commissions du Pays d'Alençon se sont réunies au moins trois fois en un an, celle de la « commission Economie » qu'il préside, ne s'est réunie qu'une seule fois, suite à un dernier rappel des techniciennes de l'urgence de cette réunion. Les membres devaient absolument s'entretenir pour déterminer les orientations de développement pour la nouvelle charte. Le manque de préparation de cette réunion et le manque d'investissement du Président s'est ressenti, car les résultats de cette rencontre ont été peu probants.

Preuve de son manque d'investissement, les techniciennes sont constamment en train de le relancer pour qu'il prenne des décisions, il a tendance à « laisser passer ».

Comme tout élu, j'imagine, il porte un grand intérêt à l'aspect économique et financier du Pays, en revanche, le développement durable, l'environnement, ne font pas parti de ses priorités, à moins que ces thèmes permettent de récolter des subventions !! Cette position, il n'est pas seul à la défendre : l'obtention des fonds (beaucoup de subventions) est la seule motivation des autres membres du Pays, le développement de projets cohérents arrive en second.

Le conseil de développement

Imposé par la loi Voynet, le conseil de développement est un outil phare pour un pays : il est le véritable outil de la démocratie participative : participation, échange,

partenariat, coopération sont les maîtres mots unissant les acteurs d'un territoire autour d'objectifs communs.

En général, le conseil de développement participe à l'élaboration de la charte, et à l'évaluation des actions menées par le Pays. Même s'il s'organise librement, le conseil de développement doit associer des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs. Un petit collège d'élus peut être présent.

Une présentation du conseil de développement figure dans la première partie (gouvernance) de la charte de territoire de développement durable afin de montrer un Pays en phase avec un des principes du développement durable : la participation.

En réalité, le Pays d'Alençon ne possède pas de conseil de développement. C'est la réunion des commissions de travail (8 au total) qui constitue théoriquement le conseil de développement du pays.

Les acteurs, **essentiellement des élus**, ne tiennent pas à en avoir : la participation des acteurs sociaux et économiques n'est pas souhaitée. Les acteurs y voient une entrave au fonctionnement du pays.

A mon sens, le Pays d'Alençon peut regretter cette absence de conseil de développement. Les décisions sont essentiellement du ressort des élus et les idées émises en commission ne sont pas discutées par l'ensemble des forces vives.

En effet, chaque président de commission réunit ses membres, ils proposent ensemble des orientations : les idées citées sont ensuite présentées devant l'ensemble des commissions. Les acteurs, pressés et, à mon sens peu soucieux de l'intérêt d'un pays, acceptent les idées de chacun, complètent la réunion en apportant une petite anecdote, et non en donnant un supplément d'information ou de nouvelles idées pertinentes.

Le débat manque au sein du Pays, certains acteurs semblent parfois déconnectés de la réalité : ils s'investissent fortement dès lors qu'il est possible d'obtenir de véritables sources de financements ou lorsque d'autres expériences ont déjà été initiées depuis quelques années dans d'autres territoires.

L'équipe technique

Pour dynamiser le fonctionnement du pays, une équipe technique de quatre personnes, c'est-à-dire un agent de développement, deux chargées de mission (l'une Leader +, l'autre patrimoine-culture) et une assistante de direction sont présentes.

Elles assurent des missions d'animation, de gestion et de montage de projet, elles veillent à la venue de nouvelles informations et à la coordination des acteurs. Soudées autour du dialogue,

de l'échange, de l'écoute et de la bonne humeur, elles sont efficaces, réactives et toujours très motivées.

Pourtant, le manque d'implication des élus certaines fois, où les motivations financières de ceux-ci pourraient les décourager, mais la concrétisation des projets, anime constamment leurs désirs de participer au développement de « leur territoire ».

L'équipe technique est, par ailleurs, à mon sens, sous-dimensionnée : quatre personnes pour animer un territoire de près de 90 000 habitants, de 9 communautés de communes et de d'un peu plus de 1 300 km². Faute de moyens techniques, des thématiques notamment l'Environnement et l'efficacité énergétiques ont été oubliées dans la charte précédente. J'espère vivement que dans le cadre de la nouvelle période de contractualisation, mes préconisations d'orientations en matière de préservation du patrimoine naturel, de développement des énergies renouvelables seront suivies d'effet. Or comme cette thématique n'est pas une priorité des élus, et que les moyens financiers en matière de ressources techniques ne seront pas revus à la hausse, je peux craindre une reproduction des tendances actuelles : des projets ne verront pas le jour et des améliorations en matière de protection de l'environnement ne seront pas effective sur le Pays d'Alençon.

Cependant, l'entente et l'ouverture de cette équipe technique facilitent également l'intégration de stagiaire, malgré les charges de travail qui leurs sont imparties, elles sont toujours disponibles pour répondre aux nombreuses questions.

4 Présentation de la commande

Durée du stage : 1^{er} avril 2006- 30 septembre 2006

Commanditaire : Mélanie Le Josne, Directrice du Pays d'Alençon

Pendant toute ma période stage et malgré le congés maternité de ma maître de stage (début mai à début octobre), j'ai été suivie et soutenue dans ma démarche par Madame le Josne.

Les techniciennes du Pays d'Alençon m'ont apporté des informations quantitatives et qualitatives permettant d'enrichir mon travail.

Commande

A la veille d'une nouvelle période de contractualisation, le pays doit préparer un nouveau document de cadrage. Pour ce faire, il a fait appel un stagiaire : celui-ci devant

poursuivre le travail réalisé par quatre stagiaire un an plus tôt. Elles avaient pour mission la réalisation du diagnostic du Pays d'Alençon.

La commande initiale est de *procéder à la réalisation d'un agenda 21 local*.

Cette commande répond dans un premier temps, à l'article 25 de la Loi Voynet de 1999 signal précisant que la charte de territoire d'un pays doit exprimer « le projet commun de développement durable de territoire selon les recommandations inscrites dans les Agendas 21 locaux du programme « Action 21 » qui sont la traduction locale des engagements internationaux finalisés lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro ».

Elle fait suite dans un second temps, à une invitation de la Direction Départementale de l'Équipement de l'Orne en juin 2005, proposant aux territoires de projet (les 5 pays ornaïs) d'élaborer un agenda 21 local à leur échelle. Enfin, la participation au projet « territoires pour demain » lancé par la Région Basse-Normandie conduit le pays à s'engager dans une démarche de développement durable.

Un agenda 21 local est un outil de développement durable : il traduit un projet de territoire de développement durable. C'est un programme d'actions définit dans un document stratégique et opérationnel, il repose sur une démarche visant à atteindre les cinq finalités du développement durable :

- lutter contre les changements climatiques et protéger l'atmosphère
- préserver la biodiversité, les milieux et les ressources naturelles
- viser l'épanouissement de tous les êtres vivants et la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations
- adopter une dynamique de développement suivant des modes de productions et de consommations durables et responsables

Dans un récent rapport, le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable a déterminé cinq critères permettant d'adopter une démarche visant la réalisation d'un projet de territoire de développement durable tel qu'un agenda 21 local :

La participation, la transversalité, l'évaluation, l'organisation du pilotage et la formulation d'une stratégie d'amélioration continue.

Ces éléments doivent se retrouver dans le diagnostic de territoire, la formulation des enjeux et la définition des orientations et des moyens à employer pour améliorer la situation initiale du Pays. L'adoption d'une telle démarche suppose une durée minimum de trois ans.

La mise en œuvre d'un agenda 21 local nécessite également :

- un portage politique fort,
- une participation active de l'ensemble des forces vives au diagnostic, à la définition des enjeux et de la stratégie
- une mobilisation des acteurs dans la durée
- une mobilisation de moyens techniques et financiers

La démarche employée par le pays et celle indispensable à la mise en œuvre d'un agenda 21 local sont identiques. Le pays détient en effet des outils (conseil de développement, charte, contrat de pays) lui permettant de suivre une démarche identique à l'agenda 21 local pour élaborer son document de cadrage (diagnostic, enjeux et formulation des orientations) et son (ses) contrat(s) de pays (formulation des actions et des moyens pour y parvenir).

Or, par rapport à la commande initiale -élaborer la charte du Pays d'Alençon diagnostic, enjeux et orientations selon les critères de l'Agenda 21 local- le temps imparti (six mois), l'absence de portage politique, le manque d'information des élus et des forces vives sur le développement durable et les défis de demain, le manque de sensibilisation et de connaissance sur l'agenda 21 local, n'ont pas permis d'élaborer un agenda 21 local en tant que tel.

À partir de la fin avril, la commande a donc été redéfinie : « élaborer une **charte de territoire** respectant les critères de l'agenda 21 local ». La mission suppose la réalisation d'un diagnostic, la définition des enjeux et de la stratégie pour la période 2007-2013. Une réflexion sur les outils d'évaluation est à mener en parallèle.

La commande permettra peut être au Pays d'Alençon de participer au nouvel appel à projet lancé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable « sur les programmes d'actions traduisant un agenda 21 local » : un appel à projet qui vient d'être fixé, mais qui vérifiera en premier l'investissement et la volonté des acteurs à l'intégration du développement durable dans leur politique.

En raison du manque d'implication et d'investissement en matière de développement durable des acteurs, je doute de sa capacité à être lauréat de ce nouvel appel à projets.

Cette mission respecte qu'une partie des principes de l'agenda 21 local. Transversalité, évaluation et formulation d'une stratégie d'amélioration sont les critères applicables que j'ai tenté de faire ressortir. Le manque d'implication et de participation des acteurs au projet de territoire, l'absence de définition des objectifs communs visés pour l'avenir, l'absence de

réunion d'information et de sensibilisation des élus au développement durable et à l'agenda 21 local, ont compliqué mon travail d'élaboration de la charte : le document correspondra partiellement à un agenda 21 local, d'autant plus que l'Agenda 21 local va jusqu'au programme d'action, travail qui ne m'est pas demandé.

D'ailleurs, ces difficultés m'ont amené, fin juin à un moment d'inquiétude et de doute sur la commande.

L'absence d'une réunion d'information avant le départ en congés de maternité de ma maîtresse, de stage, avec les techniciennes, l'agent de développement et moi-même, a remis en question les rôles et les missions de chacune. Mais le dialogue et l'écoute au sein de l'équipe technique m'ont permis de rebondir rapidement.

Le travail demandé au stagiaire est finalement d'élaborer un document permettant au territoire de bénéficier de fonds pour les prochaines années : pour élus, je devais proposer un catalogue d'idées et d'orientations (et non la détermination de cibles ou thématiques clés), permettant de bénéficier d'aides.

5 Présentation de la méthode employée

Afin de répondre à la commande, une méthode personnelle a été employée. Je propose mes idées (plan, méthode, orientations,...) et les soumet pour avis à ma maîtresse de stage qui a une large connaissance du territoire et des acteurs.

Le travail a débuté par :

1) des lectures d'expériences pilotes en matière développement durable et agenda 21 local et lecture de charte de territoire valant agenda 21 local après avoir contacté des organismes comme l'ADEME, Etd, les régions, les territoires de projets (pays de gâtine, angers...)

Il s'est poursuivi par :

2) la réalisation d'un diagnostic orienté. Ce diagnostic s'appuie sur le diagnostic réalisé en 2005, par les quatre stagiaires ; il est complété lorsque des données manquent, et affiné lorsqu'elles sont nombreuses.

Le parti pris a donc été de mettre principalement en avant dans le diagnostic, les informations expliquant les orientations prises quelques mois plus tôt par les commissions de travail thématiques. Par exemple, la commission habitat propose parmi quatre orientations « un

développement harmonieux du territoire : promouvoir un habitat durable ». Le diagnostic révèle donc des informations analytiques quantitatives et qualitatives sur l'habitat : ses caractéristiques et l'offre de logement sur le pays (age, taille, état, localisation, satisfaction des besoins présents et futurs, intégration dans l'environnement ...).

Des problèmes constituent à mon sens une entrave à la diffusion d'une bonne information. Certaines données datent en effet de 1999. Le recensement récent (2004-2005) des communes n'ayant été réalisé que sur un tiers des communes du pays et, en des points du territoire extrêmement variés, aucune modification quantitative et qualitative n'a pu être effectuée. Je n'ai pas cité les nouvelles données (ou que partiellement, pour confirmer des tendances annoncées quelques années plus tôt), afin de mettre en évidence des échelles de mesure identiques.

Par ailleurs, cette charte n'est pas « partagée » ou du moins qu'entrent le stagiaire et les techniciennes, il sera soumis aux acteurs qu'à la fin du mois de septembre voir début octobre.

Bien que l'environnement ne soit pas encore une priorité des acteurs, il figure dans le diagnostic car il constitue un élément capital du développement durable et des politiques supra territoriales.

Enfin toute une cartographie doit venir compléter et enrichir les données. Comme le Pays d'Alençon ne possède pas de logiciels SIG, la Direction Départementale de L'Equipement (DDE) de l'Orne se met à sa disposition pour élaborer ses cartes. Mais en raison d'un changement dans le mode de fonctionnement de la DDE, le Pays d'Alençon doit à ce jour, attendre l'approbation du directeur concernant la communication des cartes, bien que celles-ci soient faites depuis quelques temps. Une contrainte administrative pénalise la qualité de ce travail.

3) Le diagnostic a permis de dégager des enjeux de développement et une stratégie.

4) La stratégie reprend principalement les orientations annoncées en commission de travail. En raison de ma commande (« développement durable »), j'ai suggéré de nouvelles orientations notamment en matière d'environnement, d'efficacité énergétique et de valorisation du patrimoine rural.

6 Les apports de la formation et du stage

Ce stage de fin d'étude, d'une période de six mois, fut particulièrement formateur tant du point de vue privé que professionnel.

Grâce à cette expérience professionnelle, et possédant une grande part d'autonomie, j'ai exploité mes connaissances issues de mes formations pluridisciplinaires, en les mettant en pratique et, en les harmonisant autour de l'élaboration d'un projet transversal.

Possédant également une grande prise d'initiative, j'ai acquis et, développer de nouvelles compétences et de nouvelles connaissances,

- en matière de travail en partenariat notamment en participant activement à un projet de coopération Leader(+) sur « l'habitat durable et l'efficacité énergétique » réunissant quatre territoire : le Pays d'Alençon, le Pays de Fougères (35) ; le Pays de la Haute Mayenne (53) et le Pays des Portes de Gascogne
- en participant à la conduite de projet : depuis la réflexion jusqu'à la définition de programmes d'actions et de leurs financements.

La mission demandée m'a permis de développer dans un premier temps un raisonnement transversal et global, et dans un second temps d'améliorer ma capacité d'analyse et de développer un esprit plus synthétique.

La participation à des réunions de travail au sein du pays, les taches parallèles qui m'ont été confiées et les messages d'encouragement des élus et des techniciennes ont été particulièrement valorisants et m'ont permis de sentir plus confiante et à l'aise devant un public.

Ma confrontation aux élus m'a permis de vite comprendre la frustration du technicien. Il existe en effet un décalage entre les volontés des élus et les souhaits des techniciens. Je suis sincèrement convaincue que le Pays d'Alençon doit faire émerger des projets novateurs en matière de développement durable, de protection de l'environnement et d'efficacité énergétique, ceci correspond entièrement à un besoin local mais, j'ai bien ressenti le manque d'investigation, d'intérêt et d'incompréhension des élus.

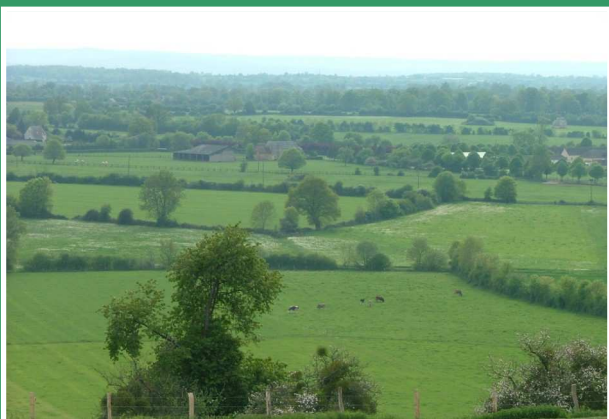
Pour illustrer mes propos, je citerai l'exemple d'une réunion « Pays d'Alençon » à laquelle j'ai participé, et qui a duré un peu plus de deux heures, un vendredi soir. Alors que celle-ci devait porter sur le bilan des orientations de développement choisies par l'ensemble des

acteurs, anecdotes, « redites » et mécontentements face aux réductions de moyens budgétaires annoncés, ont fusionnés ; rien de concret, ni de pertinent n'a été soulevé. Constant un oubli, je l'ai évoqué ; l'heure du « souper » étant proche, la réponse a été catégorique : « il en faut un peu, on peut avoir des fonds donc allez-y, inscrivez-le ».

Cependant, les rencontres avec des acteurs extérieurs, le dialogue avec d'autres territoires et la réalisation d'un travail dans le but d'améliorer la situation d'un territoire dans les années à venir, effacent ces moments. Le plaisir de participer au développement d'un territoire revient rapidement.

Enfin, ce stage m'a conforté dans mes choix professionnels : je souhaite à l'avenir travailler dans une petite structure, si possible en milieu rural et sur des problématiques agricoles, environnementales ou de développement durable.

Ces thématiques, pour lesquelles je suis particulièrement sensible, sont à l'origine de mon inscription au Département Aménagement (ex-CESA).



**Groupements d'Intérêt Public
Aménagement du Territoire**

Pays d'Alençon

Charte de développement durable du Pays d'Alençon

Le Pays d'Alençon : un terroir du 21^{ème} siècle



Adeline LEMELTIER

Magistère 3^{ème} année

Année universitaire 2005-2006

Rapport de Stage individuel

Commanditaire: Pays d'Alençon

Maître de stage: Le Josne Mélanie

Remerciements	p 1
Sommaire	p 2
Introduction	p 3
 1 DIAGNOSTIC	 p 6
1. Son organisation territoriale et institutionnelle	p 7
2. Les hommes : Source de vie du Pays d'Alençon	p17
3. Le lieu de vie de la population	p
4. Le cadre et la qualité de vie du Pays d'Alençon	
5. Les activités : clé de réussite du territoire	p 43
Bilan	p 59
 2 STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT	 p 63
 Bibliographie	 p 87
Table des matières	p 90

Après avoir passé six mois au Pays d'Alençon, je tiens à remercier vivement Madame Le Josne, ma maître de stage, pour m'avoir offert l'opportunité de m'investir dans sa structure et de travailler sur des thématiques qui me sont particulièrement sensibles.

Je la remercie également pour la qualité de son encadrement et de ses précieux conseils.

Ayant été encore plus souvent en compagnie de l'équipe technique, je porte toute ma sympathie et mes remerciements à Mesdames Dufeu, Maux et Noal, pour leur chaleureux accueil et leurs disponibilités.

Je remercie les membres du Pays d'Alençon pour la confiance qu'ils m'ont accordé et pour leurs mots valorisants.

Enfin, je remercie l'ensemble de ces personnes pour m'avoir donné l'opportunité de vivre une première véritable expérience en développement local.

Né en France après une période favorable de décentralisation et d'expériences de l'intercommunalité, le Pays a enfin donné raison à l'histoire. Les Pays renvoient dans l'imaginaire spatial et historique des français, aux « pagi » des 300 nations gauloises qui s'opposent à César, aux 265 fromages que le Général de Gaulle avait tant de mal à gouverner, aux 400 petites régions naturelles et agricoles que révèlent les naturalistes de la fin du 19^{ème} siècle et du début 20^{ème}. En 1844, le géographe Omalius d'Haloy proposait de découper le territoire français en 7 régions et 360 pays.

Impulsé par la LOADT en 1995 puis largement légitimé par la LOADDT en 1999, le territoire national est aujourd'hui couvert de plus de 300 Pays.

Afin d'être reconnus, les Pays ont l'obligation, comme le stipule la LOADDT, d'élaborer une charte de territoire.

La charte de territoire est un document de cadrage précisant les orientations que les acteurs envisagent de donner au territoire pour au moins dix ans. Elle exprime le projet de développement élaboré par l'ensemble des forces vives qui animent le territoire. Ce document écrit se compose de deux volets :

- **le diagnostic de territoire** qui évalue les forces et les faiblesses du territoire en tenant compte des évolutions passées et à venir, et qui permet de dégager les enjeux de développement, c'est-à-dire les tendances pouvant apporter un changement. Cette étape permet d'identifier les leviers d'actions qui permettront de faire évoluer le territoire dans la direction souhaitée, autrement dit, de passer au projet de territoire.

- **le projet de territoire** qui présente la stratégie adoptée par les acteurs. Il s'appuie sur la définition d'objectifs prioritaires, c'est-à-dire les buts à atteindre, puis les moyens à développer pour y parvenir, c'est-à-dire, les mesures ou les actions qui sont les instruments opérationnels.

Cette étape permet donc de passer du concept à l'opérationnel.

La charte de territoire constitue un élément particulièrement important pour le Pays car elle permet d'envisager la signature et la rédaction de contrats de Pays. Un contrat de Pays détaille le projet de territoire en indiquant et en hiérarchisant les actions à réaliser et il constitue la base d'obtention du financement de ces actions qui respectent les orientations définies dans la charte. Ce contrat est un outil de programmation financière pluriannuel.

La charte de territoire doit également prévoir les modalités d'évaluation, autrement dit, déterminer la manière dont sera conduit le bilan du projet de territoire et de la démarche d'élaboration ; l'objectif est de mesurer les résultats et les qualités du projet.

Issu de la ferme volonté des acteurs de dynamiser et développer un bassin de vie interrégional, le Pays d'Alençon s'est progressivement constitué pour devenir concrètement un territoire de projet cohérent et un véritable espace de partenariat.

Afin d'être entériné, le Pays d'Alençon élabore en 2003, un premier document de cadrage et signe un contrat de Pays avec l'Etat, les régions Basse-Normandie et Pays de la Loire et une convention de développement local avec le département de la Sarthe.

Or, en 2006, sa charte expire et une nouvelle période de contractualisation s'annonce pour 7 ans. Dans cette perspective, les acteurs du Pays d'Alençon ont souhaité réactualiser leur document d'orientation afin de le rendre compatible avec les besoins locaux, régionaux, nationaux et européens et, de prétendre à la signature d'un nouveau contrat de Pays (Contrat de projet et convention de développement local) afin d'obtenir de nouvelles aides financières.

Au regard du diagnostic, des priorités apparaissent ; la nouvelle charte s'appuiera donc sur la mise en évidence de ces éléments :

- Le développement durable
- Les services à la personne
- La mise en réseau des acteurs

La nouvelle charte du Pays d'Alençon se présentera sous la forme d'un document comprenant la présentation du Pays et de son fonctionnement, le diagnostic ré-actualisé du territoire, la stratégie de développement



Le Diagnostic du Pays d'Alençon

Le Pays d'Alençon

1. Son organisation territoriale et institutionnelle
2. Les Hommes : Source de vie du Pays d'Alençon
3. Le lieu de vie de la population
4. Le cadre et la qualité de vie du Pays d'Alençon
5. Les activités : clé de réussite du territoire

Bilan

1.1 Fiche d'identité

NOM :	Pays d'Alençon
DÉPARTEMENTS :	Orne (2/3) Sarthe (1/3)
RÉGIONS :	Basse-Normandie Pays de la Loire
NOMBRE DE COMMUNES :	121
NOMBRES D'INTERCOMMUNALITÉS :	9 communautés de communes 1 communauté urbaine
NOMBRE D'HABITANTS (1999) :	88 204
SUPERFICIE	1 308 km ²
DENSITÉ	66 hab/km ²

PÔLE URBAIN PRINCIPAL	Alençon, Préfecture de l'Orne
PÔLES SECONDAIRES	Mamers, Sous-Préfecture de la Sarthe Sées
PÔLES D'ÉQUILIBRES	Carrouges Courtomer La Fresnaye-sur-Chédouet Le Mêle-sur-Sarthe Saint-Come-en-Vairais Saint-Denis-sur-Sarthon

STRUCTURE JURIDIQUE	Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire
ADRESSE DU PAYS D'ALENÇON :	Centre administratif 61 170 Le Mêle-sur-Sarthe
Tél	02.33.81.20.55
Fax	02.33.81.20.58

1.2 L'origine de sa constitution

Noyau originel du Pays d'Alençon, l'**Association de Développement de la Vallée de la Haute Sarthe** (58 communes) est née en 1995, suite à la volonté ferme des élus et des professionnels de prendre en main le devenir de leur secteur. L'objectif de ce regroupement associatif était de promouvoir le développement économique du territoire et de renforcer son identité.

A l'initiative du Préfet de l'Orne, à la fin de l'année 1997, deux ans après la Loi Pasqua, une réflexion sur les Pays est entamée, laquelle aboutie finalement à un découpage de l'Orne en 5 pays. Tout en respectant les limites fixées par la CDCI du département ornaï, les élus et les socioprofessionnels en concertation, ont créé en Septembre 1998, l'**Association de Développement du Pays d'Alençon**.

Le périmètre entièrement modifié, est arrêté en janvier 1999. Il comprend uniquement des intercommunalités ornaïses.

Depuis 2001, deux communautés de communes du Nord Sarthe sont venues se greffer au territoire en place : les communautés de communes du Saosnois et du Massif de Perseigne.

Par conséquent, depuis cette date, le Pays d'Alençon a la particularité d'être un territoire interdépartemental et interrégional pour correspondre finalement à un bassin de vie cohérent et pertinent d'une superficie de 1 308 km² et réunissant une population de 88 204 habitants.



1.3 Une organisation territoriale fondée sur la coopération intercommunale

Le Pays d'Alençon s'organise autour de 9 Communautés de communes et d'une communauté urbaine. Une présentation de chaque EPCI permettra d'avoir une vision globale des caractéristiques de ces territoires.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BOCAGE CARROUGIEN

Année de création : janvier 1997

Nombre de communes : 15

Nombre d'habitants : 3 051

Après avoir connu une baisse de sa population, la CdC du Bocage Carrougien est actuellement en phase de stabilisation démographique.

C'est un territoire rural fortement dominé par l'agriculture (1 actif sur 3), et de ce fait, a pu bénéficier des aides européennes.

Il est assez mal relié au reste du territoire du fait de la barrière naturelle que constitue la forêt d'Ecouvès. Cet EPCI est totalement inclus dans le Parc Naturel régional Normandie-Maine, dont Carrouges est le siège.

Pôle central de la CdC, Carrouges doit sa notoriété à la présence du château de Carrouges



Château de Carrouges
Source : OTPA

puis ont été perdu entre 1990 et 1999.

Essay, pôle principal de cette intercommunalité doit sa reconnaissance à son classement en ZPPAUP et à son pôle de sport mécanique de grande renommée.

Cet espace à dominante rurale est classé en zone de transition au titre des fonds européens et se situe en zone de revitalisation rurale.



La Chapelle Marguerite
de Lorraine à Essay
Source : OTPA

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS D'ESSAY

Année de création : janvier 1994

Nombre de communes : 6

Nombre d'habitants : 1 316

La CdC du Pays d'Essay est parmi les premières intercommunalités à s'être constituée dans l'Orne. Ce petit territoire est en perte de vitesse : les jeunes quittent le territoire et de nombreux em-

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DU PAYS MÊLOIS

Année de création : 1994

Nombre de communes : 14

Nombre d'habitants : 4 387

Le Pays Mélois repose sur un ancien regroupement puisqu'il s'appuie sur un SIVOM créé 40 ans plus tôt.

Après avoir connu un déclin démographique, le Pays Mélois est en phase de progression démographique.

Cette CdC se développe autour d'un pôle central qu'est la commune du Mêle-sur-Sarthe ; elle constitue un pôle d'équilibre du Pays d'Alençon situé entre Alençon et Mortagne-au-Perche (pôle principal du pays du Perche ornaïs). Il met à disposition des habitants de nombreux commerces et services ; sa vie associative est particulièrement dynamique.

D'un point de vue économique ce territoire détient cinq zones d'activités (artisanales et mixtes).

Le Lac du Mêle-sur-Sarthe est l'attraction estivale de cette CdC.



Le Lac, le Mêle-sur-Sarthe
Source : OTPA

emplois de la CdC. Les départs en retraite et les difficultés de transmission des exploitations risquent de le transformer. Situé entre le Perche et le Pays d'Auge, cet espace rural jouit d'un environnement naturel et d'un patrimoine architectural de qualité, de telle manière que les résidences secondaires y sont plus nombreuses que dans les EPCI voisins.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE

COURTOMER

Année de création : décembre 1995

Nombre de communes : 12

Nombre d'habitants : 1 703

La CdC du Pays de Courtomer enregistre une diminution de son nombre d'habitants et compte une part croissante de personnes âgées.

Au niveau économique ce territoire est dominé par l'agriculture : elle représente 52 % des



Paysage de la CdC de Courtomer
Source : Personnelle

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DE LA VALLÉE DU SARTHON

Année de création : décembre 1998

Nombre de communes : 6

Nombre d'habitants : 2 241

Située à proximité de la CUA, ce territoire dont le pôle central est Saint-Denis-sur-Sarthon enregistre une croissance démographique régulière depuis deux décennies.

Cette CdC ressemble économiquement parlant à celle du Bocage carrougien et du Massif de Perseigne puisque même si les services dominent, l'activité agricole reste encore importante.

Sa proximité immédiate avec la CUA, son importante dynamique associative et la qualité de son patrimoine naturel et bâti ont généré un développement résidentiel important.



Château de la Lacelle
Source : OTPA

dans la mesure où il est bien desservi :

Les routes nationales (RN 138 et RN 158) situent Sées à une distance quasi-égale d'Alençon (20 km), et d'Argentan (23 km), respectivement Préfecture et Sous-Préfecture de l'Orne.

L'arrivée des autoroutes A28 (ouverte fin 2005) et A88 (ouverture fin 2007), font de Sées un véritable carrefour autoroutier.

La gare de Sées permet à la population d'être à proximité de deux lignes : la ligne Caen-Le Mans-Tours et la Ligne Paris-Granville via une correspondance à Surdon.

Pôle secondaire du Pays d'Alençon, Sées dispose d'un bon niveau d'équipement commercial. Doté d'un lycée agricole et d'un CFA et, disposant d'une offre importante d'habitat social, ce territoire est assez jeune et héberge une population assez peu rémunérée.

Cette CdC au paysage ouvert, dégage une image de qualité grâce à Sées : sa cathédrale mais également son patrimoine religieux.



Cathédrale de Sées
Source : personnelle

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SÉES

Année de création : 1996,

Nombre de communes : 12,

Nombre d'habitants : 7 120

C'est la ville de Sées qui concentre la grande partie de la population de la CdC (80%). Sées est en effet le pôle central d'un bassin de vie regroupant plus d'une vingtaine de communes et environ 10 000 habitants. Cette CdC bénéficie d'une attractivité importante et d'un potentiel de développement par l'intermédiaire de ce pôle secondaire,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DU MASSIF DE PERSEIGNE

Année de création : 1^{er} janvier 1996

Nombre de communes : 5

Nombre d'habitants : 2 198

Après avoir perdu des habitants jusque dans les 1975, la CdC du Massif de Perseigne n'a cessé d'enregistrer une progression démographique. Proche d'Alençon et bien desservie, cet EPCI a attiré des actifs du bassin d'emplois d'Alençon. Cette CdC ne dégage pas d'unité territoriale forte puisqu'elle se divise en trois zones, chacune se rattachant à une CdC limitrophe (Saosnois, Pays Mélois, Est Alençonnais), la barrière naturelle étant la forêt de Perseigne.

Le tissu économique de ce territoire est assez diversifié bien que le secteur des services y soit très important (52% des emplois en 1999). En dehors de la Fresnaye-sur-Chédouet, l'artisanat et le commerce sont faiblement représentés. L'activité agricole (16% des emplois en 1999) est principalement orientée vers l'élevage en raison des terres argileuses et humides.

Comme son nom l'indique, cet EPCI est identifié à son massif forestier : le Massif de Perseigne, qui est favorable au développement de l'activité touristique.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DE L'EST ALENÇONNAIS

Année de création : 1993

Nombre de communes : 7

Nombre d'habitants : 3 006

Située à proximité d'Alençon et traversée par plusieurs infrastructures routières, ce territoire est attractif : la population progresse depuis les années 1970 et le nombre de constructions a doublé en trente ans. Ce sont essentiellement les communes de Larré et de Radon qui sont le plus convoitées. Les communes rurales proches de l'agglomération sont en effet investies par des couples avec enfants souhaitant accéder à la propriété. Le cadre de vie, les prix attractifs du foncier et la faible fiscalité locale ont influencé le développement de résidences principales de grandes tailles. Conséquence de cette migration des ménages avec enfants travaillant sur la CUA, le territoire est jeune et assez riche, et par conséquent le parc social et locatif y est très réduit.

D'un point de vue économique, le territoire détient quatre zones artisanales, et concernant ses richesses patrimoniales, cet EPCI possède un « petit patrimoine public » de grande valeur, comme des moulins ou des lavoirs.



Lavoir rénové, Radon
Source : Pays d'Alençon

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SAOSNOIS

Année de création : 26 décembre 1994

Nombre de communes : 25,

Nombre d'habitants : 13 225

La CdC du Saosnois possède le plus grand nombre de communes de tous les EPCI du pays. Ce territoire majoritairement rural, se structure autour de Mamers, sous préfecture de la Sarthe et pôle secondaire du Pays d'Alençon, mais également autour de Saint-Cosmes-en-Vairais, pôle d'équilibre, situé à l'extrême Sud de la CdC. Ces pôles détiennent en effet la majorité des gros équipements.

La fermeture de Moulinex a fragilisé ce territoire. Bien que les services représentent la plus grande part des emplois (46%), le secteur industriel reste encore très important.

Il bénéficie d'une forte dynamique associative.

Parmi ses richesses patrimoniales, la CdC du saosnois peut compter sur son pôle central, Mamers, qui est une ancienne cité administrative et religieuse. Des maisons de tisserands témoins des activités économiques d'autrefois enrichissent le patrimoine architectural de cet EPCI.



La halle et l'église Saint Nicolas
Mamers
Source : personnelle

La Halle au Blé, Alençon
Réalisation: personnelle



COMMUNAUTÉ URBAINE D'ALENÇON

Année de création : janvier 1997

Nombre de communes : 19

Nombre d'habitants : 49 957

La CUA s'articule autour de sa ville-centre Alençon, préfecture de l'Orne. Sa population a fortement augmenté entre les années 1960 et 1980, mais, concurrencée par ses CdC limitrophes, la croissance démographique de la CUA s'est stabilisée depuis.

Elle possède de forts potentiels économiques. La présence du pôle de plasturgie et des écoles qui y sont associées, des entreprises agroalimentaires, des services administratifs en fait le principal pôle d'emplois du Pays, elle attire ainsi des actifs venant des territoires voisins.

L'ouverture de l'autoroute A28 et l'Aménagement de zones d'activités sont autant de potentiels pour renforcer la dynamique économique. Fort d'un pôle universitaire, elle offre des formations d'enseignement supérieur de qualité et diversifié permettant de répondre aux besoins des entreprises locales. Cette concentration des activités explique le développement de zones pavillonnaires sur son territoire et les CdC périphériques.

La CUA possède des richesses patrimoniales d'intérêt, notamment avec son pôle principal, Alençon qui charme par son caractère médiéval et ses monuments comme le Château des Ducs, l'Eglise notre Dame et la Préfecture, ou encore avec Saint-Cénéri-le-gerai, proche d'Alençon, qui est classé parmi l'un des plus beaux villages de France.

1.4 Sa structure juridique

A l'arrivée des EPCI sarthoises et conformément à l'article 25 de la LOADDT, en 2001, le Pays d'Alençon a choisi de se structurer en Groupement d'Intérêt Public de Développement Local (GIP DL). Ce choix a été motivé par le « souci de maintenir la solidarité et l'équilibre entre la ville et la campagne¹ ».

Par ailleurs, ce statut permet d'une part de « conserver un partenariat effectif entre les élus et les socioprofessionnels » et d'autre part de « répondre au mieux à la gestion des fonds publics et impose une obligation de résultat² ».

Dans le cadre de la Loi sur le Développement des Territoires Ruraux du 23 février 2005, ce GIP DL s'est transformé en Groupement d'Intérêt Public d'Aménagement du Territoire (GIP AT).

Cette modification n'a pas « d'influence sur le fonctionnement quotidien du pays » mais « il permet au Pays d'Alençon de demeurer dans la légalité³ ».

1.5 Sa gouvernance

Un **Conseil d'Administration**, créé en 2001 puis renouvelé en 2005, dirige le GIP. Il est composé de 49 représentants en fonction pour une durée de trois ans. Ses principales missions sont la définition du programme annuel prévisionnel d'activité et le budget correspondant, et,

« l'agrément » comme membres les personnes morales souhaitant adhérer au groupement.

Le GIP du Pays d'Alençon dispose également d'une **Assemblée Générale** : 18 représentants des Chambres Consulaires, 20 Conseillers Communautaires des Communautés de Communes et de la Communauté Urbaine d'Alençon, 10 conseillers généraux nommés par le Conseils Généraux et d'un représentant.

Les présidents des commissions Patrimoine, Habitat, Services, Vie Associative, Culture, Emploi, Formation, Agriculture, Economie, et la commission Sarthoise et le Président du Comité Local d'Engagement Orne Initiative du Pays d'Alençon sont également membres de l'assemblée générale après avoir été désigné par celle-ci.

A l'occasion d'une Assemblée Générale, l'ensemble des conseillers communautaires des Communautés de Communes et de la Communauté Urbaine d'Alençon ainsi que le Conseiller Régional référant du Pays d'Alençon du Conseil régional des Pays de la Loire sont invités.

Les compétences de cette Assemblée Générale sont assez variées. Elle approuve le règlement intérieur, les comptes de l'exercice clos, élit les membres du conseil d'administration, et elle se prononce sur l'adhésion ou l'exclusion d'un membre au groupement et sur la dissolution du groupement.

² Source : Pays d'Alençon, le journal, Interview de Monsieur Chevalier, Président de l'Association de développement du Pays d'Alençon, n°2-Avril 2001, p1.

³ Source : Pays d'Alençon, le journal, interview de Monsieur Yves Deniaud, Président du GIP du Pays d'Alençon, , n°11 Septembre 2005 p3.

Dès 1998, le Pays d'Alençon dispose de son propre **Conseil de développement**. Il constitue une force de proposition pour les orientations du territoire. Il est porteur des intentions, des souhaits et des désirs des acteurs du territoire. Essentiellement composé d'élus à l'origine, il s'est agrandi pour laisser entrer la société civile. Les élus, les consulaires, les socioprofessionnels, les citoyens et les associations c'est-à-dire plus d'une centaine de personnes émanant essentiellement des 8 **commissions thématiques** forment le conseil de développement.

Selon l'ordre du jour, les commissions se rencontrent individuellement ou par groupe au moins trois à quatre fois par an. Elles ont la particularité de former des groupes très ouverts puisque selon le thème de la réunion, de nouveaux membres peuvent se greffer à la composition initiale.

Une équipe technique de quatre personnes anime la structure : une assistante de direction, un agent de développement et deux chargées de mission. L'équipe technique aux compétences et savoir-faire transversaux assure des missions de veille, d'aide au montage des dossiers, et d'assistance aux porteurs de projets.

1.6 Son projet de territoire

Dans le cadre de la contractualisation entre 2000 et 2006, le Pays d'Alençon, a déjà élaboré son premier document de cadrage c'est-à-dire sa charte de territoire. Devant exprimer un projet commun de développement, il s'articulait autour

d'un diagnostic et d'un projet de territoire.

Cette charte a défini des orientations autour de 4 enjeux :

Enjeu 1 : des pôles structurants complémentaires et solidaires

Enjeu 2 : la mise en réseau des sites patrimoniaux et des acteurs touristiques et culturels

Enjeu 3 : le lien social, facteur du maintien de la population

Enjeu 4 : un aménagement de l'espace concerté et équilibré

Elle a permis d'obtenir des aides financières utiles à l'aboutissement de projets de développement culturel, économiques, d'aménagement de l'espace, et d'intégration sociale...

A la veille d'une nouvelle période de contractualisation, les acteurs du Pays d'Alençon ont souhaité procéder à la révision de leur première charte afin de vérifier sa pertinence avec les enjeux locaux, départementaux, régionaux et nationaux annoncés.

Le bilan qui a été fait de la nouvelle charte a soulevé de nouvelles priorités en matière de services à la personne, d'environnement, de développement durable et de mise en réseau de ces différents acteurs.

La volonté des acteurs du Pays d'Alençon est de réaliser un projet de territoire de développement durable, réalisé à partir d'une approche transversale, partagée non seulement par les acteurs locaux mais aussi par les partenaires internes et externes au territoire afin qu'ils en aient tous, une vision commune et prospective.

Afin d'améliorer sa situation et de corriger ses faiblesses, le Pays d'Alençon va élaborer un nouveau document de cadrage qui puisse satisfaire les besoins locaux mais qui s'inscrive convenablement dans les orientations départementales, régionales, nationales et européennes. Celles-ci mettent d'ailleurs fortement l'accent sur le développement durable, le développement des services en milieu rural, le soutien des filières de qualité, la préservation des ressources naturelles, l'intégration sociale... Les projets de territoire ne doivent plus être sectoriels mais doivent veiller à l'intégration et à l'articulation des trois sphères du développement durable : l'économie, le social et l'environnement.

Par conséquent, le nouveau projet de territoire tentera de répondre aux finalités de développement durable :

- **lutter contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère**
- **préserver la biodiversité, les milieux et les ressources naturelles,**
- **viser l'épanouissement de chacun, la cohésion sociale et la solidarité entre tous les**

êtres humains et entre les territoires,

- adopter de modes de consommation et de production responsables.

Ainsi, la nouvelle charte du Pays d'Alençon va présenter un nouveau diagnostic et un nouveau projet de territoire.

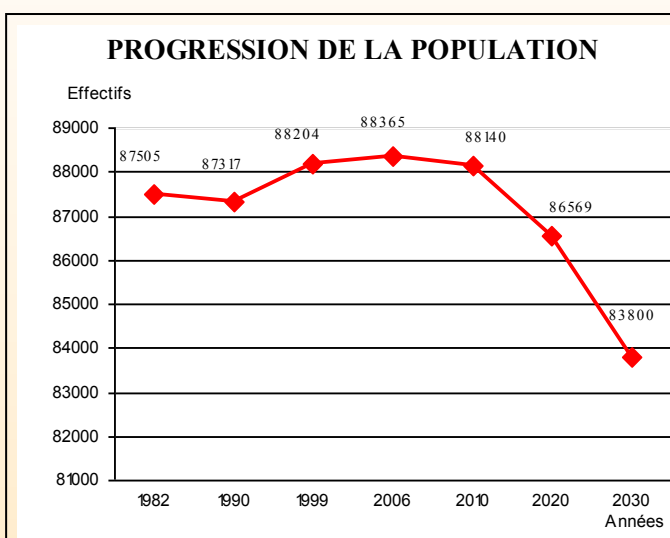
Le nouveau document n'a pas pour but d'être exhaustif mais envisage de présenter les informations qui ont été soulevées à l'issue des travaux des commissions. Le premier volet de la charte sera un diagnostic « orienté » c'est-à-dire un rapport qui exposera uniquement les éléments permettant de justifier les orientations décidées pour le projet de territoire, tandis que le second volet définira une stratégie qui s'articulera autour de deux enjeux majeurs et non quatre comme la précédente : l'objectif étant d'insister sur la transversalité du projet.

Les hommes sont la ressource première du Pays ; ils lui ont donné forme, l'animent et le dynamisent, c'est d'ailleurs pour cette raison que le Pays d'Alençon est qualifié de bassin de vie.

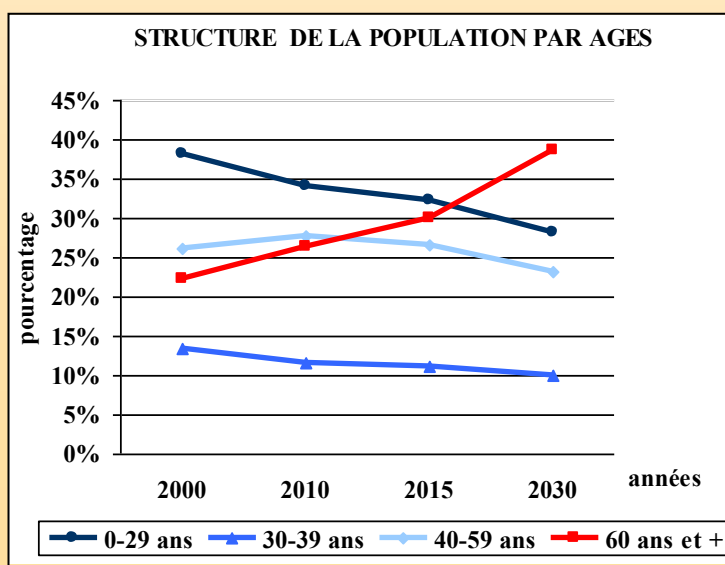
2.1 Une population stable mais vieillissante

Le Pays d'Alençon compte 88 204 habitants : il enregistre une légère reprise démographique depuis le dernier recensement. Cette croissance (+ 1,01 %), comparée aux valeurs nationales (+ 3,6 %) et régionales (+ 5,3 % pour les Pays de la Loire et + 2,2 % pour la Basse-Normandie), reste faible.

D'ailleurs, selon les prévisions de l'INSEE (1999) une baisse démographique est prévue pour les prochaines décennies. Cette inflexion constitue une menace pour le territoire, qu'il s'agit d'anticiper.



Source : Insee 1999



Source : Insee 1999

Le recensement de 1999 montre que toutes les classes d'âge sont représentées, même si, à l'image des tendances régionales et nationales, les plus de 60 ans sont de plus en plus nombreux.

Ce vieillissement de la population sera accentué par la baisse prévue du nombre des 15-29 ans, bien qu'ils représentent encore 40 % de la population.

Les 2/3 de cette population habitent dans l'une des trois unités urbaines du Pays :

- l'unité urbaine d'Alençon (9 communes et 44 382 habitants)

- l'unité urbaine de Mamers (2 communes et 6 921 habitants)

- l'unité urbaine de Sées (1 commune de 4 504 habitants)

Les EPCI les plus urbains, à savoir ceux de l'Est Alençonnais, du Massif de Perseigne, de la CUA et du Pays de Sées sont plus jeunes que ceux des CdC plus éloignées des centres urbains du Pays, comme celles du Pays de Courtomer, du

Bocage Carrougien et du Pays Mélois. Ceci s'explique par l'attractivité de l'offre de services et de commerces, influençant l'implantation des étudiants, des couples bi-actifs et des nouveaux retraités.

Les prévisions d'un vieillissement de la population ne sont pas sans conséquence sur le territoire et nécessitent de les accompagner. Il s'agit, en effet, de palier leurs éventuelles influences en termes de présence de commerces en milieu rural, de spécialisation des services, de dynamisme associatif...

2.2 Les personnes seules sont en augmentation

Entre 1990 et 1999, on constate une progression du nombre de ménages (+ 9,5 %) sur le Pays d'Alençon, en raison principalement du vieillissement de la population et de l'augmentation du nombre de familles monoparentales.

LE PAYS D'ALENÇON
Les ménages d'une seule personne 30 % des ménages + 4 points par rapport à 1990
Les couples sans enfant 30 % des ménages + 3 points par rapport à 1990
Les familles avec 2 enfants et plus - 14,2 % entre 90 et 99
Source : Insee 1999

La présence de pôles scolaires et de formation ainsi que l'offre importante de logements sociaux sur Sées et Alençon, y expliquent l'implantation majoritaire des ménages d'une seule personne et des familles monoparentales. L'importante représentation des ménages d'une seule personne au Mêle-sur-Sarthe s'explique par la croissance importante des personnes âgées.

Les CdC proches d'Alençon (Massif de Perseigne et l'Est Alençonnais) attirent, quant à elles, beaucoup plus les couples, qu'ils soient seuls ou avec enfants : la proximité des commerces et des services couplée à l'intérêt d'une pression foncière moindre qu'en ville, influencent la résidence de cette population.

2.3 Une population à faibles revenus

EVOLUTION DES FOYERS FISCAUX SUR LE PAYS D'ALENÇON ENTRE 1999 ET 1999		
	1990	1999
Revenu net imposable sur le Pays	17 694 €	19 962 €
Revenu net imposable en Basse-Normandie	17 882 €	20 112 €
Foyers non imposables à l'échelle du Pays	49 %	51 %

Source : Insee 1999

La population locale est moins bien rémunérée que celle de la région Basse-Normandie.

Le nombre de foyers non imposables et aux revenus les plus bas, augmente proportionnellement à l'éloignement d'Alençon.

Ces disparités sociales et spatiales nécessitent d'adapter l'offre de services, de logements et d'activités culturelles et de loisirs.

Les hommes, acteurs du Pays habitent sur ce territoire. Par conséquent, il est intéressant de connaître les lieux d'habitation et les caractéristiques du parc de logements du Pays d'Alençon. Ceci permettra d'apprécier les conditions dans lesquelles vivent ses habitants.

3.1 Un habitat dispersé

Densité du Pays : **66 hab/km²**

Densité de l'Orne : **48 hab/km²**

Densité de la Sarthe : **82 hab/km²**

La moitié des communes du Pays a une densité inférieure à 25 hab/km².

A titre de comparaison, le Pays d'Alençon a une densité que l'on peut qualifier de moyenne, elle se situe à mi-chemin entre les densités de l'Orne et de la Sarthe.

Le Pays d'Alençon connaît d'importants écarts de densité qui témoignent de son caractère mi-urbain mi-rural. Les

pôles urbains du Pays, pour la plupart traversés par des infrastructures routières importantes, ont une forte densité.

Les zones localisées au nord-ouest⁴, au nord-est⁵ et sur les frontières sud du Pays en redescendant vers Mamers, sont très peu occupées. Les massifs forestiers d'Ecouves et de Perseigne, d'une part, le faible niveau d'équipements et l'absence de grands axes routiers, d'autre part, expliquent, en partie, la faible occupation de ces espaces.

3.2 Un habitat en croissance

Le territoire interdépartemental a connu une forte progression de son nombre de logements puisque celui-ci a doublé entre 1968 et 1999 du fait de l'augmentation de la population et d'une politique foncière volontariste.

Parmi les 41 233 logements que compte le Pays, la CUA en concentre la moitié (22 135), l'autre moitié étant dispersée sur le reste du Pays.

² Zone au Nord-ouest : triangle Alençon/Sées/Carrouges

³ Zone au nord-est entre Alençon/Courtomer/Le-Mêle-sur-Sarthe

Évolution du nombre de logements entre 1968 et 1999 sur les CdC		
+ 45 à 67 %	+ 20 à 44 %	> à 15 %
CUA Est Alençonnais Massif de Perseigne	Pays de Sées Pays d'Essay La Vallée du sarthon Le saosnois Pays Mélois	Bocage Carrougien Pays de Courtomer
Source : Insee 1999		

En réponse à l'arrivée de nouvelles populations (en majorité des actifs travaillant en milieu urbain et souhaitant accéder à la propriété), les espaces ruraux désenclavés proches d'Alençon et au cadre de vie agréable, ont connu une augmentation du nombre de logements neufs, notamment sous la forme de lotissements. Ces

mutations permettent le maintien des services locaux (écoles), d'une dynamique associative tout en participant à la transformation des paysages (voire le développement de la consommation des espaces autrefois agricoles) potentiellement à l'origine de conflits d'usage qu'il s'agit d'anticiper

3.3 Un parc de logements hétérogène

3.3.1 Une majorité de résidences principales

Part des résidences principales en 1999		Pays	Nombre de rési- dences secondaires en 2004
Pays d'Alençon	86,9 %	Pays d'Alençon	1 791
Orne	81,2 %	Pays d'Ouche	1 823
Sarthe	87,2 %	Pays d'Argentan et Pays d'Auge Ornaïs	2 332
France	83 %	Pays du Bocage Ornaïs	5 190
		Pays du Perche Ornaïs	5 459

Source : Atlas touristique, CDT 61, 2004

Alors que les résidences secondaires sont très importantes dans au moins 3 Pays ornaïs, ce sont les résidences principales qui dominent sur le Pays d'Alençon. Le territoire est, de ce fait, dynamique tout au long de l'année.

La CdC du Pays de Courtomer est l'unique EPCI du Pays d'Alençon à disposer de moins de 71 % de résidences principales, les autres

ayant un taux supérieur à 80 %. Situé entre le PA-PAO (Pays d'Argentan et du Pays d'Auge Ornaïs) et le Pays du Perche aux valeurs paysagères et architecturales de qualité, cet EPCI plus éloigné que ses voisins des grands centres urbains que sont localement Alençon et l'Aigle puis, nationale-ment, Paris, attirent, en effet, les résidents secondaires (parisiens, anglais,...).

Le taux de vacance du Pays d'Alençon, de 6 % en 1999, a connu une diminution de 19 % depuis 1968 en raison de nombreuses opérations de réhabilitation du parc de logement telles que les OPAH et les ORAH. Ce taux reste, malgré cela, identique à celui du département de la

Sarthe et inférieur à celui de l'Orne (6,6 %).

Les CdC du Massif de Perseigne, de l'Est Alençonnais et la CUA, du fait de leur attractivité, ont un taux de vacance plus faible (entre 4 et 5 %).

3.3.2 Une majorité de propriétaires occupants mais une part importante de locataires

Les propriétaires occupants et les locataires représentent respectivement 55,6 % et 41 % des résidences principales. Ces taux sont quasiment identiques à ceux de la région Basse-Normandie (55,7 % et 40,8 %) mais sont différents de ceux de la région Pays de la Loire (61,1 % et 36,3 %) et des départements ornaïs (58,9 % et 37,7 %) et sarthois (60,1 % et 37,4 %).

Même si les propriétaires occupants sont majoritaires, en comparaison aux valeurs départe-

mentales, les locataires sont nombreux au sein du Pays d'Alençon.

Pour des raisons évidentes (pôles de formation, logements sociaux, centres administratifs) la CUA, les CdC du Pays de Sées et du Pays Mélois accueillent une part importante de locataires alors que les CdC du Massif de Perseigne et de la Vallée du Sarthon sont habitées par une majorité de propriétaires occupants.

3.3.3 Une prédominance des maisons individuelles et des grands logements

Au sein du Pays d'Alençon, 4 logements sur 5 sont des maisons individuelles. 61,6 % des résidences principales ont au moins 4 pièces (59,5 % dans l'Orne) alors que 4,8 % en n'ont qu'une seule.

Les petits logements (une seule pièce) sont essentiellement concentrés sur la CUA (6,1 %) et sur le Pays de Sées (5,5 %), en raison, notamment, de la

présence de pôles scolaires et universitaires.

Compte tenu des prévisions démographiques, d'une part, et de la présence d'étudiants et d'apprentis sur le territoire, d'autre part, la taille des logements est à adapter aux besoins des occupants.

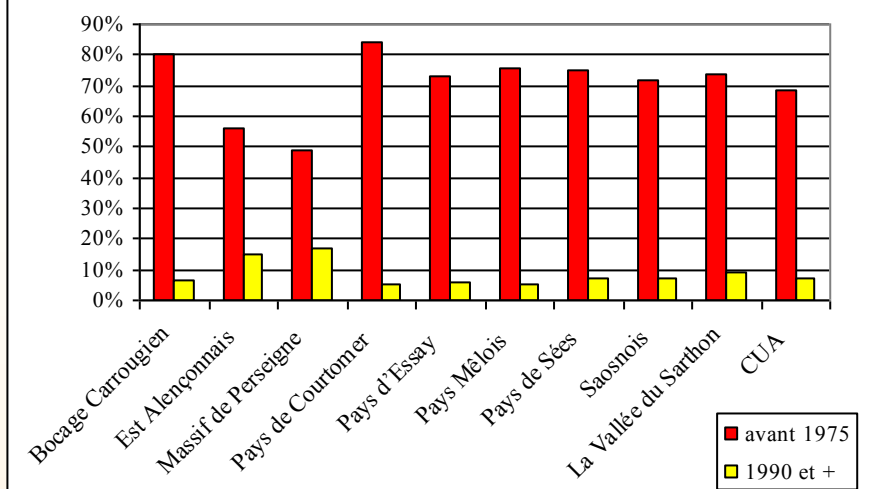
3.3.4 Un parc ancien et insalubre

Le parc de logement du Pays d'Alençon est ancien puisque en 1999, 70 % de ses résidences principales dataient d'avant 1975 alors que 7,7 %, seulement avaient moins de 9 ans.

Le renouvellement du parc de logements est significatif sur deux intercommunalités. Il s'agit des CdC de l'Est Alençonnais et du Massif de Perseigne dont 15 et 17 % de leurs résidences principales sont construites depuis moins de 9 ans.

Leur proximité avec Alençon,

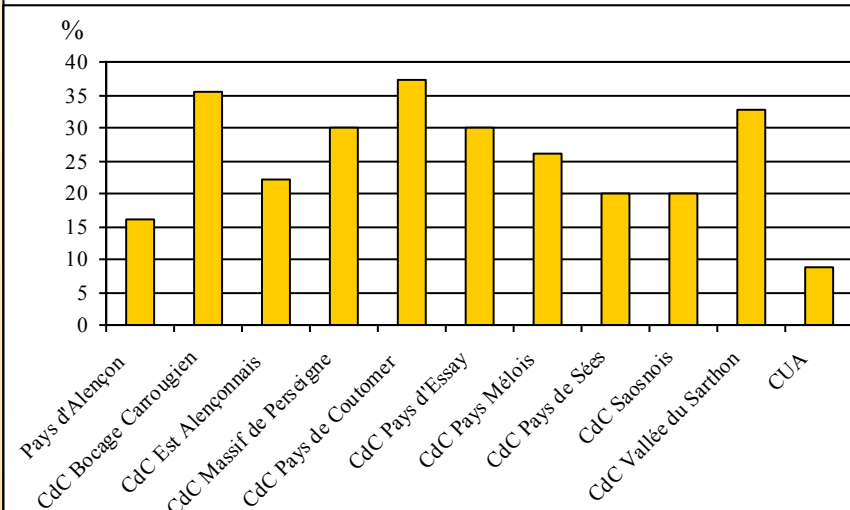
AGE DES RESIDENCES PRINCIPALES EN 1999



Source : Insee 1999

leur bonne desserte, la qualité de leur environnement naturel et le faible prix du foncier local ont en effet attiré des couples bi-actifs

PART DES LOGEMENTS INSALUBRES SUR LE PAYS D'ALENÇON EN 1999



Source : Insee 1999

L'ancienneté du parc est à l'origine des problèmes de confort. En dehors de la CUA, les logements du Pays connaissent des problèmes d'insalubrité. Bien que ce problème soit plus important sur l'ensemble du département de l'Orne (23 %), 16 %

des logements du Pays d'Alençon restent encore inconfortables en 1999.

Malgré la réalisation d'OPAH et d'ORAH lors de la précédente période de contractualisation, ces problèmes d'insalubrité persistent sur le Pays.

Ces problèmes d'ancienneté et d'insalubrité sont néfastes pour la qualité et le cadre de vie du Pays : l'ancienneté du parc accentue, en effet, les dépenses d'énergies et le rejet de CO2 dans l'atmosphère. Ceci constitue un dommage autant pour les habitants qu'à l'environnement.

3.3.5 Un logement social inégalement répartis

77 % du parc locatif HLM du Pays d'Alençon est situé sur la CUA, principalement à Alençon, et plus précisément dans deux quartiers périphériques : Perseigne et Courteille. Les CdC des Pays Mélois et de Sées, ainsi que celle du Saosnois détiennent 15 % de logements sociaux HLM

contre seulement 3,2 % dans celle du Bocage Carrougien.

Cette inégale répartition correspond à celle des foyers non imposables, et accentue les disparités sociales au sein du Pays.

3.3. 6 Une offre de logements inadaptée aux besoins des occupants

La question de la qualité des logements se pose avant tout pour les personnes âgées. Cette tranche d'âge recherche dans son domicile, le confort, le calme, mais surtout un accès facile. Or une personne sur cinq rencontre des difficultés d'accès : un appartement sans ascenseur ou une maison avec des marches. Pour la moitié des personnes concernées, cet accès difficile s'avère être un inconvénient majeur ; près d'une personne de plus de 85 ans sur quatre ne peut pas entrer facilement dans son domicile.

Ce manque d'autonomie physique touche également les personnes handicapées, mais seulement une personne sur six indique avoir des problèmes de déplacements dans son domicile.

Les apprentis ont, par ailleurs, des difficultés pour se loger. Les études par alternance, assez répandues sur le Pays, accentue ces difficultés, principalement lorsque les employeurs ne dispo-

sent pas d'équipements à cet usage.

Les difficultés sont d'ordre :

financière : les jeunes apprentis ne peuvent pas cumuler deux logements et deux loyers.

spatiale : certaines zones du territoire étant moins densément peuplées ne proposent pas de logements adaptés aux besoins de ce type d'étudiants.

Afin d'apporter une première réponse à ces besoins, une « maison des apprentis » est en cours de réalisation à Courtomer. Cette maison, constituée de chambres et des moyens de confort (cuisine, salle de bain,...) est complétée par un espace de divertissement. Le but est d'intégrer ces jeunes personnes et de répondre aux besoins des entrepreneurs locaux.

Le parc de logement présente quelques problèmes d'inconfort et n'est pas toujours adapté aux besoins de ses occupants. Les conditions de vie de la population peuvent toutefois, être améliorées par l'environnement naturel, culturel et de divertissement.

4 *Le cadre et la qualité de vie du Pays d'Alençon*

Malgré des problèmes de gestion foncière et de qualité de l'eau, le Pays d'Alençon bénéficie d'une nature préservée, nichée dans une belle région aux aspects variés. Il offre un cadre de vie agréable, favorable au bien-être de ses habitants et à l'attractivité touristique. Si l'environnement naturel est particulièrement agréable sur le territoire, les activités de divertissement le sont également.

4.1 Un patrimoine naturel et architectural remarquable

4.1. 1 La richesse paysagère

4.1.1.1 Territoire de rencontres de deux unités géologiques ...

La richesse paysagère et naturelle du Pays d'Alençon résulte de l'opposition de deux grandes unités géologiques : le massif armoricain et le bassin parisien.

Le Massif Armoricain constitue le substrat géologique du Pays d'Alençon. Il est constitué de roches de l'ère primaire, c'est-à-dire de granites, schistes et grès qui sont des roches très dures. Cette zone, très marquée et accidentée, regroupe la quasi-totalité des reliefs supérieurs à 300 mètres de l'Orne. Le grès armoricain qui affleure parfois, forme les crêtes, appelées la « Montagne » de l'Orne. Sur ces zones, les sols bruns, généralement formés par des schistes. Ils possèdent une large vocation herbagère.

Les rivières et les ruisseaux ont souvent creusés des vallées encaissées et étroites.

Sur la partie est, la géologie correspond à celle du **Bassin Parisien**, c'est-à-dire constitué de roche calcaire.

Dans la bordure occidentale, elle est constituée de roches sédimentaires du secondaire et du quaternaire (calcaire, marnes, argile, craie). D'épais dépôts éoliens lui confèrent des qualités pédologiques et agronomiques propices à la culture.

La partie orientale comporte de faibles reliefs. L'origine de cette zone est jurassique, à l'exception d'une mince languette de limons d'origine fluviale, de part et d'autre de la rivière Sarthe. Cette pédologie est favorable à l'installation d'une agriculture herbagère qui est plus ou moins bien marquée suivant les zones.

A l'Ouest, un paysage bocager.

Le bocage forme un maillage de qualité avec de nombreux chênes. Forêts et « forêts linéaires » se conjuguent pour instaurer dans cette partie ouest un climat sylvestre. Cette zone possède une large vocation herbagère et d'élevage. Cependant, les zones non propices à l'agriculture (reliefs trop importants) sont couvertes de forêts.



Bocage, Carrouges
Source: personnelle



Plaine de Sées, lieu dit Echassé
Source: personnelle

A l'Est, un paysage influencé par l'eau

La partie Est présente une topographie vallonnée, déterminée par un réseau hydrographique dense. Ce réseau est constitué de cours d'eau principaux et de leurs multiples affluents, ainsi que de nombreux plans d'eau, souvent d'origine anthropique. Les paysages sont variés et passent de zones de bocage résiduel à des zones au maillage bocager plus dense. Cette zone possède une large vocation herbagère et d'élevage, elle correspond à la petite région agricole du Perche.

Au centre, un paysage ouvert

La partie centrale du Pays d'Alençon est appelée la « Plaine » (de Sées et d'Alençon). Elle se prolonge au Nord jusqu'aux plaines d'Argentan, de Falaise et de Caen. Son relief peu prononcé, est favorable à une agriculture de type céréalier. Le paysage se caractérise par un horizon sans arbre ; l'eau est également plus rare. La plénitude de la Vallée de la Sarthe, un peu plus à l'Est, offre un paysage dépourvu de haie.



Zone de bocage, Coutomer
Source: personnelle

4.1.1.3 Les forêts, autres composantes du territoire

Trois massifs forestiers sont répartis sur le territoire. Ce sont, soit des massifs dispersés, soit de grands espaces forestiers formés sur une topographie élevée (massif de Perseigne, forêt d'Ecouves). Malgré une fréquentation touristique croissante, un important espace de production sylvicole reste exploité par l'ONF.

Au Nord-Ouest, le massif forestier d'Ecouves

D'une superficie de 12 000 hectares, dont 2/3 appartiennent à l'Etat, il est le plus grand massif forestier de l'Orne. Le signal d'Ecouves situé à 413 mètres constitue son point culminant. Il représente la « Montagne de l'Orne ».



Forêt d'Ecouves
Source : personnelle

Plus au sud, le massif forestier de Perseigne

D'une superficie de 5 100 hectares, il est le plus important massif du département sarthois. Son point culminant est à 340 mètres : il s'agit du belvédère de Perseigne. Cette forêt fut utilisée

jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle comme ressource de bois pour les forges locales.



Forêt de Perseigne
Source : OTPA

A l'Est, le massif forestier de Bourse

Petite forêt de 1 190 hectares, elle se divise en trois massifs. Cette forêt autrefois royale est devenue domaniale en 1868. Des bornes en granite posées en 1975, visibles encore aux angles, la délimitent.

Si elle fut, comme Ecouves, un lieu privilégié d'exploitation du bois plus ou moins anarchique, elle fait aujourd'hui l'objet d'une exploitation rationnelle.



Forêt des Ventes de Bourse
Source : personnelle

4.1. 2 L'eau, une ressource encore peu considérée

4.1.2.1 Un réseau hydrographique dense

Le réseau hydrographique du Pays d'Alençon se caractérise par un grand nombre de petits cours d'eau. D'Ouest en Est, les plus importants sont la Sarthe, le Sarthon, la Roche Elie, la Thouanne, la Senneviere, l'Orne, la Briante, la Croix, la Vandré, la Vezère et la Tanche.

Ces cours d'eaux intègrent au moins un des deux grands bassins hydrographiques (Seine-Normandie et Loire-Bretagne), qui partagent le Pays selon une ligne Ouest/Nord-Est, reliant Saint-Martin-des-Landes (CdC du Bocage Carrougien) à Ferrière-la-Verrerie (CdC du Pays de

Courtomer).

Ces petits cours d'eau sont sensibles aux activités anthropiques : leur préservation et leur entretien sont indispensables pour maintenir une qualité et une circulation de l'eau satisfaisantes favorables au développement d'une faune et d'une flore piscicole. A l'exception de la Sarthe, la majorité de ces cours d'eau est d'ailleurs classée en première catégorie piscicole, elle est donc propice à la reproduction et au développement de salmonidés.

4.1.2.2 Une protection et une valorisation encore insuffisante

Les agences de l'eau des Bassins Loire-Bretagne et Seine-Normandie ont chacune un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), qui indiquent les grandes orientations de protection de la ressource en eau sur tous les bassins versants. Ces SDAGE sont établis pour une période de quinze ans.

Chaque agence de l'eau a donc plusieurs bassins versants, sur lesquels elle assure la protection et la valorisation de l'eau.

Le Pays est situé sur deux bassins versants : **Sarthe-Amont** (Loire-Bretagne) et **Orne-Amont** (Seine-Normandie).

Seul le premier a son propre Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) en vigueur, il vise à améliorer la qualité des eaux de surface et la ressource en eau potabilisable, protéger la population piscicole, lutter contre l'eutrophisation

et, limiter les risques d'inondation.

Des objectifs de qualité ont été assignés avec des teneurs maximales de :

25 milligrammes par litre pour les nitrates, 0,3 grammes par litre pour le phosphore total, 1 microgramme par litre pour les pesticides totaux, par exemple.

Ce découpage en deux bassins versants sur le Pays complique cependant, la gestion équitable de la ressource ; c'est pourquoi, une commission nationale inter-bassin doit statuer sur le bassin versant le plus approprié. En attendant, aucune mesure n'est proposée pour protéger la ressource en eau sur le bassin versant Orne-amont.

4.1.2.3 Une organisation intercommunale de la distribution de l'eau potable

En 2004, le Pays d'Alençon compte 23 grandes unités de distribution recensées par le Syndicat Départemental de l'Eau ; elles sont trop nombreuses pour gérer convenablement et équitablement la ressource en eau.

Parmi ces unités, sont recensés :

- 13 syndicats intercommunaux d'alimentation en eau potable,
- 1 syndicat mixte de production en eau
- la Communauté Urbaine d'Alençon et la CdC Pays Mélois (sauf le Mêle-sur-Sarthe et le Carré-Saint-Julien)

- des communes qui se gèrent en régie : Forges, le Mêle-sur-Sarthe, le Carré-Saint-Julien, Marmers, Radon, Saint-Céneri-le-Gérei, Saint-Longis, et Sainte-Marguerite-de-Carrouges.

Les problèmes de qualité des eaux vont générer, dans les années à venir, des investissements importants pour traiter les pesticides, les nitrates et la turbidité. De ce fait, le Syndicat Départemental de l'Eau invite progressivement les unités de distribution à se regrouper, mais se heurte à des difficultés pour convaincre les membres de ces groupements.

4.1.2.4 Une relative qualité de l'eau

Concernant la partie ornaise du bassin Loire-Bretagne, le CESR souligne les difficultés d'appréciation de la qualité des eaux et l'évolution de celle-ci sur une longue période. Il pense que, d'une manière générale, si la qualité des eaux souterraines ou de surfaces, ne présente plus des niveaux et des zones de dégradations fortes comme par le passé, les améliorations enregistrées ne sont pas manifestes.

Les eaux souterraines connaissent une présence accrue de fertilisants, avec une augmentation de points de contrôle révélant une teneur en nitrates dans les eaux brutes supérieure à 50 milligrammes par litre. Un constat identique peut être fait pour les pesticides.

Le CESR note également qu'en 2002, sur 74 points de captage situés dans le département de l'Orne, douze seulement bénéficiaient d'un périmètre de captage, soit 16 % contre 50 % pour

la Mayenne et 83 % dans les Côtes d'Armor. Les périmètres de protection des points de captage sont insuffisants sur le territoire.

Ainsi, d'une façon générale, l'objectif d'un bon état des eaux dans le bassin Loire-Bretagne doit reposer sur quatre enjeux principaux auxquels adhère le CESR :

- restaurer et préserver la qualité des eaux et des écosystèmes aquatiques
- lutter contre les crues et les inondations
- gérer collectivement un bien commun

Le CESR soutient le maintien et l'intensification de Contrats Restauration Entretien et insiste sur la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des programmes autorisant la lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole. Il encourage également le développement de SAGE sur la partie ornaise.

4.1. 3 Une faune et une flore d'intérêt

Le diagnostic environnemental réalisé en 2004 a permis de faire ressortir les richesses faunistiques et floristiques du Pays :

- ♦ 14 communes du Pays d'Alençon sont répertoriées par le Conservatoire Botanique National de Brest pour abriter sur leur territoire des espèces protégées.
- ♦ les espèces remarquables du Pays d'Alençon sont présentes, essentiellement dans les zones humides (tourbières et étangs) et les forêts tels que :
 - les tourbières (tous types confondus) détenant des sphaignes et des plantes herbacées (Ossifrage, Drosera, Linaigrette), des bruyères « callunes », et des saules-bouleaux.
 - les étangs entourés de prairies marécageuses et divisés en : zones à joncs, zones à phragmites, zones arbustives basses et hautes à saules, zones arborées (chênaie).
 - le massif forestier d'Ecouves : sur les 12 000 hectares, 368 hectares sont classés en 28 sites d'intérêt écologique. 464 espèces de plantes vasculaires sont recensées dont 10 sont protégées et 3 dont la « récolte est réglementée » dans l'Orne.

La création d'une réserve biologique mixte est à l'étude.

- le massif de Perseigne recense notamment 5 espèces de Pycnophages, dont le Pic cendré qui est en déclin en Europe.

Preuve de sa qualité naturelle et de sa richesse biologique, le Pays d'Alençon compte également :

- **52 ZNIEFF** (Zone Naturelle d'intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) soit une superficie de 46 809 ha répartie comme suit : 41 ZNIEFF de type 1 et 11 ZNIEFF de type 2.

- **5 APPB** (Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope) concernant la Gesse Blanche, et les rivières ornaies : la Briante, le Sarthon, la Cance et la Sarthe contenant la Truite Fario, le Brochet et l'Ecrevisse à pattes blanches.

- **11 sites inscrits et 6 sites classés**

- **6 sites d'intérêt communautaire** (Natura 2000)

- **1 Espace Naturel Sensible**

Le patrimoine environnemental du Pays d'Alençon est riche et diversifié, c'est pour cette raison que de nombreuses mesures de protection ont été développées et sont en vigueur. Ces mesures sont un bon moyen de protéger et de valoriser les éléments identitaires du Pays.

4.1. 4 La richesse architecturale

Le patrimoine architectural du Pays d'Alençon est diversifié et correspond souvent aux entités paysagères. Les inventaires patrimoniaux essentiellement réalisés sur sa partie ornaise ont permis de distinguer différentes architectures.

Le relief, la géologie et l'hydrographie ne sont pas sans influencer l'art de bâtir dans les zones rurales. L'exploitation par l'homme, des ressources locales du sous-sol, immédiatement disponibles, entraîne des constructions architecturales différentes. Divers matériaux rentrent ainsi dans la composition des murs de construction du Pays d'Alençon : granite, grès, schiste, calcaire et briques.

Les activités agricoles (culture de céréales et de pommes, élevage de bovins et de chevaux), elle-mêmes étroitement liées à ces critères géomorphologiques, donnent lieu à des formes de fermes très spécifiques et à des bâtiments adaptés aux fonctions. On note notamment que l'architecture rurale est marquée par un certain désir d'autonomie : la majorité des exploitations possèdent très souvent leur propre puits, leur propre four à pain.

Les matériaux, les formes et les fonctions des bâtiments permettent de dresser une typologie du bâti rural sur le territoire du Pays d'Alençon, coïncidant avec les entités Paysagères :

le bâti type « Bocage »

le bâti type « Plaine d'Alençon et de Sées »

le bâti type « Mêle-Merlerault »

le bâti type « Perche »

le bâti type « Saosnois »

En dehors de cette typologie architecturale, le territoire possède, dans la Vallée de la Sarthe, une architecture liée à l'eau avec de nombreux moulins. Celle-ci ne couvre pas, cependant, une zone assez importante pour constituer une entité architecturale à elle seule.

D'autres formes de bâtiments apparaissent sur le territoire en fonction des espaces naturels. Les zones forestières et l'exploitation des bois justifient la présence de scieries, de maisons de sabotiers, de bûcherons, de forgerons, ... Témoign du niveau social de la population, le territoire possède également des maisons d'ouvriers ou de journaliers.

Le Pays d'Alençon compte dans son patrimoine, des manoirs du XV^{ème}-XVI^{ème} siècle représentatifs du Perche,



Manoir du 16^{ème} siècle,
Neauphe-sous-Esay
Source : OTPA

Certaines villes, certains bourgs et monuments sont également des témoins du passé, ils constituent des éléments identitaires du Pays ; d'ailleurs, le Pays d'Alençon a soutenu le développement d'une ZPPAUP (Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager » en 2002, à Essay, commune de la CdC du Pays d'Essay.



Une maison du bourg d'Essay
Réalisation : personnelle

Pourtant, des pans de ce patrimoine bâti sont menacés : dépeuplement de certaines zones, abandon de bâtiments agricoles devenus non fonctionnels, emploi de matériaux inadaptés aux spécificités régionales dans le cadre des nouvelles constructions,...

Le Pays d'Alençon risque ainsi de perdre ses particularités architecturales.

Le Pays d'Alençon est un Pays pluriel : ses diversités paysagères, et architecturales en font un territoire unique. Cette pluralité constitue un véritable atout de développement touristique et d'attractivité du territoire.

4.2 Une bonne maîtrise des catastrophes et des pollutions

4.2. 1 Les risques de pollution naturelle, industrielle et sonore

4.2.1.1 Des risques naturels

29 communes sont concernées par le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi).

Ces communes sont essentiellement situées le long de la Sarthe.

4.2.1.2 Des risques industriels

Le Pays compte 56 installations classées pour des risques industriels et sont soumises à autorisation. Les entreprises industrielles sont

situées en grande majorité sur la CUA. Présentant des risques d'explosion, le dépôt de gaz situé à Sées, est classé SEVESO II.

4.2.1.3 Des risques sonores

Les nuisances sonores sont localisées aux bords des axes routiers de grand trafic. L'arrivée

des autoroutes entraîne un traitement du bruit le long du parcours.

4.2. 2 Des risques de pollution olfactive, visuelle et environnementale par les déchets

4.2.2.1 Un outil juridique réglementaire

Depuis le 16 août 2004, la compétence « déchet » est attribuée aux conseils généraux, qui doivent réaliser un PEDMA. Celui de la Sarthe est en vigueur depuis janvier 2005 alors que celui de l'Orne est actuellement soumis à en-

quête publique. Ces PEDMA fixent les grands objectifs à atteindre en matière de gestion des déchets et les moyens à mettre en œuvre pour au moins 10 ans.

4.2.2.2 Une politique de tri sélectif répandu sur tout le territoire

En 1996, le département de l'Orne a été choisi pour être le département normand pilote en matière de gestion des déchets ménagers. Les objectifs visés sont la réduction du volume des déchets et l'amélioration de leur valorisation. Par conséquent, le tri sélectif est répandu sur tout le département ; cette politique de tri est également en place dans la Sarthe : porte à porte, apport volontaire dans des conteneurs sont les moyens de collecte de tous les déchets ménagers du Pays d'Alençon.

Comme partout en France, la production de déchets ne cesse de progresser ; c'est pourquoi plusieurs objectifs sont poursuivis :

- une réduction des déchets à la source pour limiter les coûts de gestion et de traitements des déchets,
- pour limiter les besoins en équipements pour accroître la durée de vie des centres d'enfouissement

- la valorisation des déchets

Afin d'atteindre ces objectifs, une amélioration de la politique de tri auprès des usagers et le développement de compostage individuel, notamment en zone rurale et semi rurale, est recommandée.

4.2.2.3 Une gestion des déchets au niveau intercommunal

La quasi-totalité des intercommunalités du Pays exercent les compétences liées à la collecte et au traitement des déchets ménagers qui sont des compétences optionnelles dans le domaine de l'environnement.

En 2005, parmi les 10 EPCI du Pays d'Alençon, ce service de collecte et de traitement est géré, soit en interne, soit par un organisme extérieur :

Le SIRTOM du Merlerault prend en charge la collecte et le traitement des déchets ménagers dans les CdC des Pays de Courtomer, d'Essay et de Sées tandis que le SITCOM intervient dans la CdC du Bocage Carrougien.

Les CdC du Pays Mélois, du Saosnois, de l'Est Alençonnais, de la Vallée du Sarthon, du Massif de Perseigne et la CUA ont conservé leurs compétences en la déléguant néanmoins, sous forme de prestation de services à une société privée.

3 communes, Origny-le-roux, St-Gervais-du-Perron, Tanville, ont choisi d'assurer la compétence de la collecte et du traitement des ordures ménagères sans passer par un groupement intercommunal.

4.2.2.4 Les grandes unités de distribution du territoire

Le Pays d'Alençon possède plusieurs grandes unités de traitement des déchets situées inégalement sur le territoire.: 8 déchetteries, 3 plates-formes de compostage des déchets verts dont 1 à la Fresnaye-sur-Chédouet, 1 à Saint Rémy du Val et 1 à Sées et enfin, 1 centre d'enfouissement technique à Arçonnay. Sa capacité

de stockage étant atteinte, et étant situé à proximité des zones habitations, le centre d'Arçonnay doit être prochainement fermé. Ceci pose problème par conséquent l'ouverture d'un CDSU dans ce secteur (CUA, Nord Sarthe) s'avère indispensable à court terme.

4.2.2.5 Les opérations ponctuelles de collecte des déchets agricoles

Depuis 2003, plusieurs actions de récolte des déchets agricoles ont été menées sur le territoire ornaïs, dans le cadre d'une opération réalisée sur toute la Basse-Normandie. Bâches plastiques et produits phytosanitaires ont

ainsi été récupérés chez les agriculteurs. Ces opérations valorisent l'image de l'agriculture : « les jardiniers de la nature » préservent leur environnement et les ressources patrimoniales de leur territoire.

4.3 *Un développement urbain difficilement contrôlable*

4.3. 1 Un nombre de documents d'urbanisme insuffisant

POS réalisés : **21 communes**
RNU : **74 communes**
Carte communale réalisées : **6 communes**
PLU réalisés : **11 communes**
PLU en cours : **7**
PLU intercommunal en cours : **1**
1 ZPPAUP à Essay

Tous les pôles principaux du Pays (pôle principal et pôles secondaires et d'équilibres) disposent d'un document d'urbanisme, approuvé ou en cours d'élaboration. En revanche, dans les communes rurales, le déficit de document d'urbanisme pose quelques difficultés pour la gestion du foncier dans un contexte de pression croissante.

Progression du prix du foncier non bâti entre les 2ème trimestre 2003-2004

Pays ornaïs	Progression
Pays d'Alençon	50 %
PAPAO	47 %
Pays d'Ouche	23 %
Pays du Perche	23 %
Pays du Bocage ornaïs	19 %

à l'échelle du Pays

Maisons anciennes : hausse de 8%

Alençon : + 21%

Prix moyen d'un terrain à bâtir

Alençon : 70€/m²

Communes périphériques : 42€/m²

Source : Orne magazine, n°51, janvier-février 2005

En matière des prix de vente des parcelles, plus on s'approche des zones urbaines (Alençon et Sées) plus les prix sont élevés notamment dans la plaine d'Alençon.

Le territoire local a suivi la progression départe-

mentale et nationale mais a tout de même connu la plus forte augmentation en raison d'un manque de terrain à bâtir, d'une demande étrangère en hausse, et de l'anticipation de l'arrivée des deux autoroutes.

4.4 Des activités culturelles, sportives et de loisirs pour se divertir

4.4.1 Une offre culturelle diversifiée

4.4.1.1 Les équipements de diffusion culturelle

L'offre en équipements culturels est diversifiée, participant ainsi à la diffusion d'un dynamisme social et culturel territorial.

Des projets en cours de réalisation ou à l'étude vont venir compléter cette offre.

A ce jour, le Pays d'Alençon compte de nombreuses structures parmi le spectacle vivant, le cinéma, la lecture publique et les autres salles

Le spectacle vivant

Le Pays d'Alençon possède deux équipements exclusivement destinés à la diffusion théâtrale

- 1 à Alençon labellisé « Scène Nationale » par le Ministère de la Culture.



- 1 à Mamers. Cette ville possède l'une des dernières salles à l'italienne de l'Ouest de la France. Cette salle accueille aussi la saison culturelle développée par la ville de Mamers, ainsi que la programmation de l'Association Cinémamers.

La salle de spectacles de l'espace Atlantis à Saint-Cosme-en-Vairais et celle du Mêle-sur-Sarthe ont des capacités techniques et scéniques suffisantes pour offrir des représentations théâtrales.

Les 4 équipements de diffusion théâtrale sont essentiellement situés au sud et à l'est du Pays ; la CdC du Saosnois en possède deux alors que les parties Nord-ouest et Nord-est du territoire en sont dépourvues.

D'autres salles à usage ponctuel existent sur le territoire : la halle au blé, la halle aux toiles et le parc Elan à Alençon, ou encore les églises et les salles polyvalentes des communes. Expositions, salons, séances de cinéma, et toutes autres manifestations (de petite envergure en milieu rural) sont ainsi diffusés grâce à ces structures.

Le cinéma

C'est à travers le « 4 Normandy » à Alençon et le « Rex » à Sées que s'effectue la diffusion cinématographique. Le théâtre de Mamers, le complexe culturel Atlantis de Saint Cosme-en-Vairais et la salle de spectacle du Mêle-sur-Sarthe sont occasionnellement investis pour diffuser des programmations ponctuelles et régulières.

L'offre musicale

Parmi ces équipements, il est nécessaire de distinguer les lieux de pratique des lieux de diffusion :

- Les lieux de pratique

1 école nationale de musique située à Alençon
6 autres écoles de musique situées sur les communes de la CUA (Condé-sur-Sarthe, Arçonnay) Sées, Mamers, St Cosme-en-Vairais et Carrouges.

L'auditorium, d'une capacité de 205 places appartient à la CUA ; il est utilisé par

l'Ecole Nationale de Musique comme salle de répétition et lieu de diffusion.

Les lieux de diffusion

La luciole située à Alençon est une scène de musiques actuelles structurante et labellisée par le Ministère de la culture. Elle accueille plus

de 18 000 spectateurs et propose 70 spectacles par



an. C'est un

Concert, Alençon
Source : Pays d'Alençon

des équipements les plus importants de l'Orne, et par conséquent, du Pays, d'autant plus qu'elle a un impact régional : 69 % de son public est situé à moins de 50 km (le Mans compris). L'autre partie vient de Caen (17 %), Laval (4 %) et Paris (3 %).

La lecture publique : 16 équipements et un médiabus

En 2006, le Pays d'Alençon possède 13 bibliothèques conventionnées et inscrites au réseau des Bibliothèques Départementales de Prêt de l'Orne et de la Sarthe, auxquelles s'ajoutent une bibliothèque indépendante et deux médiathèques :

- **10 bibliothèques relais** : Mamers, La Fresnaye-sur-Chédouet, Saint-Cosme-en-Vairais, Carrouges, Larré, Pacé, Valframbert, Chamfleur, Radon et Le Mêle-sur-Sarthe.

- **2 points lecture** : Courtomer et Saint-Vincent-des-Près.

- **1 bibliothèque dépôt** : Saint-Rémy-des-Monts.

- **1 bibliothèque indépendante** : Saint-Germain-du-Corbéis.

(La bibliothèque de Saint-Germain-du-Corbéis dépend de la médiathèque d'Alençon)

• **2 médiathèques** : Alençon, Sées.

Un média-bus approvisionne par prêts directs trois communes du Pays : Le Bouillon, Hauterive et Essay.

Cette organisation locale permet de couvrir l'ensemble du territoire.

Des musées

Les musées à caractère « histoire locale et savoir faire locaux » tels que le musée des beaux arts et de la dentelle, le musée du vélo, la Maison de la ruralité et celle du sabot ou encore des métiers du bois et de la culture du chanvre enrichissent les équipements culturels du Pays.



Musée du sabot, neufchâtel en saosnois
Source : OTPA

La majorité des équipements culturels est concentrée sur 3 pôles : Alençon, Mamers et Sées.

La CUA possède 15 équipements (soit 75 % de l'offre) dont 8 à Alençon. Les Villes de Mamers et Sées sont considérées comme des pôles culturels secondaires puisqu'elles bénéficient de 3 équipements chacune.

Bien qu'elle observe dans la partie nord du territoire, un manque d'équipements, la création de salles culturelles ou socioculturelles a permis d'ho-

mogénéiser l'offre culturelle sur le territoire et de renforcer les pôles secondaires et d'équilibre.

En comparant avec des territoires identiques au Pays d'Alençon (en nombre de jeunes et d'habitants), on note que l'offre culturelle du territoire interrégional est importante et diversifiée

(7 types d'équipements sur le Pays d'Alençon, 5 sur le Pays de Rodez et 1 sur le Pays d'Aurillac). Cette diversité est favorable à l'attractivité territoriale.

Offre culturelle

Pays d'Alençon hors CUA

27 équipements

Pays de Rodez

23 équipements

Pays d'Aurillac 12 équipements

4.4.1.2 La diffusion culturelle par les événements

L'offre en matière d'événements culturels est également diversifiée. En 2005, le Pays propose 27 manifestations différenciées en 9 thématiques.

Certaines manifestations sont diffusées à l'échelle du quartier (Fête d'ici ou d'ailleurs), d'autres à l'échelle de la ville, de la commune, ou départemental (Septembre musical de l'Orne).

Certaines manifestations ont un impact qui dépasse l'échelle du Pays ; la fête du Lac au Mêle-sur-Sarthe attire des milliers de personnes chaque année.

33% des manifestations au sein de la CUA
6 manifestations sur 27 dans la Sarthe
Un équilibre spatial en matière d'événementiel bien respecté



Rencontres chorégraphiques, Alençon

Ces manifestations participent à l'animation du territoire, principalement l'été. Alors que chaque saison compte en général 3 manifestations, en période estivale, on en dénombre jusqu'à 10. Elles participent ainsi à l'attractivité touristique.

4.4.1.3 La diffusion culturelle par les acteurs

Les collectivités

A l'exception de celles du Pays de Coutermer, du Bocage Carrougien, toutes les CdC ont des compétences en matière de culture :

- compétences optionnelles et facultatives pour les CdC du Massif de Perseigne, de la vallée du Sarthon, du Saosnois, des Pays d'Essay, Mélois, et de Sées.

- compétence obligatoire pour la CdC de l'Est Alençonnais

La ville de Mamers s'est engagée dans la mise en place d'une saison culturelle. La CdC du Pays Mélois, a quant à elle, conclut une convention de partenariat

avec l'Office Départemental de la Culture, en vue de la mise en place d'une programmation culturelle à destination du grand public et du jeune public.

L'implication des collectivités locales dans la diffusion culturelle est capitale pour dynamiser le territoire. Un problème réside néanmoins dans le manque de coordination et de relation entre ces acteurs. Pour preuve de ce problème d'échanges relationnels, des manifestations ont lieu à des dates identiques.



Affiche festival cinéma, Mamers

Les associations

Avec plus de 170 associations culturelles sur le Pays en 2005, le monde associatif est un vecteur de promotion des activités culturelles, sportives et de loisirs.

Le tissu associatif est dense et diversifié mais il est essentiellement concentré sur la CUA en raison de la présence d'associations départementales siégeant à la Préfecture de département.



Maison des associations, Mamers
Source : Pays d'Alençon

4.4.2 Un potentiel de loisirs sportifs

4.4.2.1. Une variété d'activité

Le Pays d'Alençon, à l'image du département de l'Orne, propose un panel d'activités sportives et de loisirs (17 activités différentes proposées), harmonieusement réparties sur l'ensemble du territoire, même si Alençon et la CUA en possèdent une grande partie. Ces activités dépendent des équipements existants, mais en l'absence de recensement, aucun renseignement sur les équipements ne peut être donné.



Judo, le Mêle-sur-Sarthe
Source : CdC Pays Mêlois



Karting, Essay
Source : OTPA

4.4.2.2 L'offre sportive par les manifestations

L'Orne : 70 manifestations

Le Pays d'Alençon

40 manifestations sur la partie ornaise et 8 sur la partie sarthoise

20 sur la CUA et 28 sur le reste du Pays : seul le nord-est du territoire n'accueille pas de manifestations sportives.

Les manifestations sont organisées généralement à l'initiative des communes par le biais

d'associations d'amateurs.

Même si le nombre de manifestations est satisfaisant, ce sont les 16 mêmes communes qui les organisent, avec une moyenne de 3,5 manifestations par an. Certaines communes se sont spécialisées : Essay avec ses sports mécaniques proposent 6 manifestations par an ou encore Vingt Hanaps avec 3 manifestations annuelles de VTT.

4.4.2.3. La diffusion par les associations

Les associations sportives sont un élément déterminant dans la diffusion sportive. Le Pays d'Alençon compte plus de 190 associations sportives en 2005, dont 159 sont ornaïses et 37 sar-

thoises. La majorité des associations sportives est située à Alençon (82), à Sées et à Mamers (14).

4.4.3 La diffusion culturelle et sportive par le passeport

A l'initiative des acteurs du territoire, est créé en 1999, le « timbré de culture ». C'est un passeport culturel et de loisirs destinés aux jeunes de 11 à 25 ans, qui propose des réductions pour l'accès à différentes activités. Cependant, des

problèmes de mobilité des jeunes, de mise en réseau des acteurs pénalisent les ventes de cet outil. Par conséquent, des solutions alternatives sont à envisager pour en optimiser l'utilisation.

4.5 *Un tissu associatif dynamique*

Aujourd'hui, il est difficile de connaître le nombre exact des associations présentes sur le territoire puisqu'il n'existe pas de recensement à l'échelle du Pays. Les données collectées proviennent essentiellement des annuaires ou des bulletins des collectivités. Entre ces données et celles de la Préfecture, des différences de résultat ap-



Maison des associations, Carrouges
Source : Pays d'Alençon

paraissent. Ces incertitudes concernant le monde associatif rendent difficile, d'une part, la mise en réseau et la coordination des associations et des acteurs et, d'autre part, leur reconnaissance et leur rôle auprès du grand public et des collectivités.

Malgré cette méconnaissance, la vie associative

Globalement bien préservé, riche d'une grande diversité paysagère et architecturale et, particulièrement bien animé, le territoire a de nombreux potentiels touristiques.

4.6 Un territoire touristique

4.6.1 Un tourisme de passage et de proximité

Situé à moins de deux heures de Paris et du Mont Saint Michel, et à moins d'une heure 30 de Caen-Ouistreham (embarcadère vers la Grande-Bretagne), le Pays d'Alençon peut tirer bénéfice de sa position géographique.

La majorité des touristes vient de Normandie et du Bassin parisien. Parmi la clientèle étrangère, les Britanniques sont majoritaires. L'ouverture de l'autoroute A28 fin 2005 offre une opportunité en

matière d'accueil de touristes belges et néerlandais.

Les touristes viennent au Pays d'Alençon en moyenne une journée et demi, essentiellement pour se livrer à des loisirs de nature telle que la randonnée. La découverte du patrimoine normand et alençonnais ainsi que les animations intéressent également les visiteurs.

4.6.2 Une offre d'hébergement en baisse mais de qualité croissante

A l'image du département ornaï, l'offre d'hébergements touristiques diminue sur le Pays d'Alençon mais gagne en qualité : 130 lits ont effet disparu mais des étoiles ont été ajoutées à l'offre d'hébergements.

10 chambres d'hôtes 4 étoiles ont été créées en 2004, alors qu'il n'y en avait aucune deux ans

plus tôt ; les gîtes 3 et 4 étoiles ont également progressé tandis que le camping de Sées a obtenu une troisième étoile.

On note néanmoins une offre hôtelière stable qui mériterait pourtant d'être enrichie d'établissements de qualité

4.6.3 Les offices de tourisme au service du développement touristique

Un office de tourisme de pôle, l'OTPA, créé en 1999, assure au-delà, de ses missions d'animation, la mise en réseau des acteurs touristiques sur le territoire, mission incontournable pour pérenniser l'activité touristique.

En 2002, il s'est vu décerner une troisième étoile par la Commission Départementale d'Actions Touristique de l'Orne, devenant ainsi le premier office de tourisme « trois étoiles » de

l'Orne et le 17^{ème} des deux régions normandes.



Office de Tourisme de pôle, la Maison d'Ozé
Source : OTPA

Le Pays d'Alençon compte également 1 office de tourisme communal, 3 offices de tourisme à vocation intercommunale et 2 syndicats d'initiative, tous chargés de l'accueil, de l'information, de la promotion et de l'animation à l'échelle du Pays.

4.6.4 Un tourisme pluriel

Le Pays d'Alençon offre un havre de paix et de détente autour d'activités culturelles et de loisirs diverses et variées. Il peut mettre en avant



Son patrimoine : la ZPPAUP d'Essay, le château de Carrouges en passant par la cité épiscopale de Sées, et d'autres petites cités de caractères.

Saint Cénéri-le-gérei
Source : OTPA

Son environnement : observation de la forêt de Perseigne depuis le belvédère, promenade dans le verger conservatoire et les jardins de la Mansonnière, les espaces naturels sensibles, les ZNIEFF,...

Ses traditions et savoir-faire : détour par un marché local, visite de la maison de la ruralité, maison du sabot et des métiers d'antan,



Confrérie des rillettes sarthoises
Source : OTPA

Offices de tourisme de Mamers et du Saosnois et du Mêle sur Sarthe
Source : OTPA



Sa gastronomie : la cité de la confrérie des chevaliers des rillettes sarthoises

L'art : les ateliers d'un des plus beaux petits villages de France : St-Cénéri-le-Gérei

Le sport : les randonnées pédestres, équestres, le VTT, le paint-ball, les loisirs nautiques...

Le tourisme religieux autour de Sainte Thérèse, native d'Alençon,



Maison natale de sainte Thérèse
Source : OTPA

est une thématique que l'office de tourisme de pôle entend valoriser.

Le Pays d'Alençon a des potentiels touristiques : en termes d'accueil, mais également de richesses environnementales, culturelles et de loisirs. Son patrimoine architectural constitue également un atout mais insuffisamment valorisé. Alors que ses Pays voisins détiennent l'appellation « Pays d'accueil touristique », le Pays d'Alençon ne possède aucun label. Au regard de la diversité de son patrimoine architectural, le

Les habitants du Pays d'Alençon et les touristes peuvent profiter d'un environnement naturel, patrimonial, culturel et de loisirs particulièrement vivable. Cette grande richesse, il la doit aussi à des hommes qui façonnent chaque jour, le paysage. La population exerce, en effet, des activités professionnelles, jouant un rôle important dans l'aménagement de l'espace et le développement spatial.

Le Pays d'Alençon bénéficie d'une économie relativement dynamique, malgré les crises, grâce à des activités variées. Il est également à l'aube du développement de nouvelles filières. Il peut compter sur la présence d'une main d'œuvre abondante. L'activité économique du Pays permet d'une part, d'attirer de nouveaux actifs et des habitants et, d'autre part, de fixer les populations déjà installées.

5.1 La population active : la ressource du Pays

5.1. 1 Un taux de chômage élevé malgré une offre d'emploi s importante

en 1999	Taux d'activité	Taux de chômage
Pays d'Alençon	45,3 %	12,1 %
Orne	43,5 %	11,7 %
Sarthe	45,3 %	11,5 %
Basse-Normandie	43,9 %	12,5 %
Pays de la Loire	45 %	11,1 %

Source : INSEE 1999

La situation économique du Pays en 1999 pourrait être qualifiée de privilégiée dans la mesure où son taux d'activité suit de près les moyennes des Pays de la Loire et de la Sarthe et que son taux d'emploi est plus fort (1,14) que ceux de ces territoires voisins (Pays du Bocage : 0,98 ; Pays d'Argentan : 1,02 ; Pays du Perche : 0,88...).

La CUA, notamment Alençon, constitue le principal pôle d'emploi (53 %), Mamers et Sées étant les pôles secondaires.

Le taux de chômage est néanmoins supérieur à celui des deux départements représentés dans ce Pays et, proche de celui de la Basse-Normandie.

Il est particulièrement important dans les CdC du Saosnois et de la CUA.

Taux de chômage	EPCI
> à 10 %	La moitié des EPCI
10 > X < 11 %	L'Est Alençonnais et le Pays Mélois
< à 12,5 %	le Saosnois et la CUA

Source : INSEE 1999

Afin de relancer l'économie et l'emploi, en 2004, deux quartiers alençonnais, Perseigne et Courteille ont été classés « Zone Franche Urbaine ».

5.1. 2 Un niveau de qualification faible

Pays d'Alençon (1999)
Taux d'encadrement : 7,7 %
Taux de qualification ouvrière : 64,9 %

Malgré la présence d'Alençon, Préfecture de l'Orne, qui concentre l'ensemble des services administratifs départementaux, la qualification de la population locale reste faible.

5.2 Une agriculture dynamique mais fragile

5.2.1 Une population agricole en baisse, vieillissante et peu qualifiée

5.2.1.1 Une diminution du nombre d'agriculteurs

Le Pays d'Alençon est marqué par une baisse de sa population agricole familiale.

Le Pays suit la tendance ornaise puisque ce département enregistre une légère baisse de son nombre d'installations aidées depuis 3-4 ans.

Au niveau du territoire interdépartemental, ce résultat est la conséquence, d'une part, d'un manque d'exploitations disponibles puisque la tendance va à l'agrandissement et, d'autre part, d'une forte pression foncière (bâti et non bâti).

5.2.1.2 2005-2015 : des agriculteurs qui vieillissent

Le recensement de 2000 annonce pour les dix prochaines années des départs importants d'agriculteurs de la génération du baby-boom. La conjoncture économique et structurelle (évolution de la PAC et nouvelle loi d'orientation agricole,...) laisse supposer des difficultés de transmission.

En raison des pressions foncières d'une part, les exploitations ont tendance à s'agrandir et, d'autre part, de moins en moins d'exploitations sont disponibles.

Ces évolutions de la politique agricole commune et les tensions sur le foncier annoncent une dimi-

nution du nombre de quotas disponibles, et par ailleurs, le territoire assiste à une diminution de la production laitière.

Seulement 1 agriculteur de plus de 50 ans sur 4 connaît actuellement son successeur sur le Pays d'Alençon.

Certaines CdC du Pays sont particulièrement confrontées à ce problème de transmission, c'est le cas des CdC du Bocage Carrougien, de la Vallée du Sarthon, du Pays de Courtomer, du Pays de Sées et des cantons de la Fresnaye-sur-Chédouet et de Mamers dont 30 % des exploitations risquent de disparaître.

5.2.1.3 Des agriculteurs « moyennement » formés

En 2000, à l'échelle de l'Orne, près de la moitié des actifs agricoles possèdent une formation agricole d'au moins le niveau secondaire long alors qu'au sein du Pays d'Alençon, plus de 70 % de la population agricole n'a aucune formation de ce type. 72 % des chefs d'exploitation et 93 % des autres actifs familiaux n'ont aucune formation agricole longue, mais 45 % des chefs

d'exploitations ont une formation du niveau secondaire courte. En général, ce sont les agriculteurs âgés qui n'ont pas suivi de cursus scolaire agricole. Parmi les installations aidées recensées entre 2000 et 2005, les niveaux de formation baccalauréat, BTA et BTS sont détenus par 58 % des installés pour l'Orne, et 48 % des installés pour le Pays.

Ce faible niveau de formation peut rendre difficile la gestion des exploitations, qui s'agrandissent, s'affirment comme de véritables entre-

prises et qui sont de plus en plus confrontées aux complexes mutations législatives.

5.2.2 Des exploitations de plus en plus sociétaires et de plus en plus grandes

5.2.2.1 Une préférence pour la forme sociétaire

Part des exploitations par statut sur le Pays d'Alençon		
	1988	2000
Exploitations individuelles	91 %	69 %
GAEC, EARL	6 %	27 %
Source : Jean Hirschler, Recensement agricole 2000, Pays d'Alençon, états des lieux et prospective, octobre 2003		

Les agriculteurs aspirent à une plus grande part de temps libre ainsi qu'à une meilleure reconnaissance sociale et juridique, la forme sociétaire prend le pas sur les exploitations individuelles.

Les résultats des derniers recensements sont confirmés puisqu'entre 2000 et 2005, sur les 82 installations aidées, 29 % sont « individuelles » et 66 % ont un statut « GAEC ou EARL ».

5.2.2.2 De plus grandes exploitations chez les jeunes exploitants

SAU moyenne en 2004		
Orne	Sarthe	Pays d'Alençon
79 ha	48,5 ha	88 ha
Source : Jean Hirschler, Recensement agricole 2000, Pays d'Alençon, états des lieux et prospective, octobre 2003		

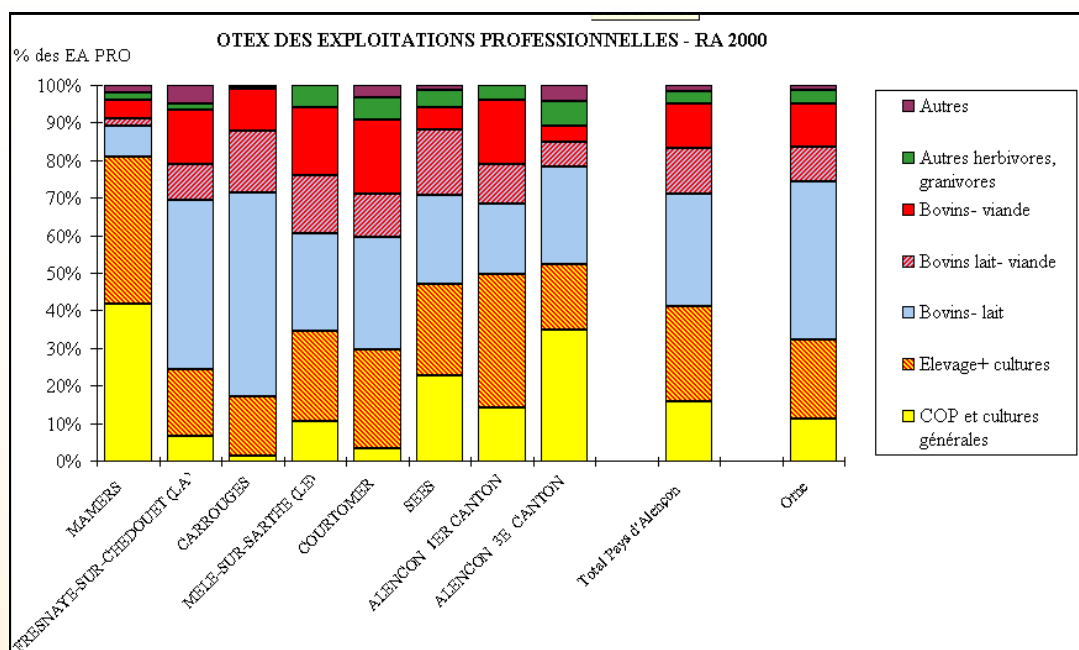
La SAU moyenne des exploitations du Pays a gagné 57 % entre 1988 et 2000.

Entre 2000 et 2005, la surface de l'exploitation sociétaire à l'installation aidée sur le Pays est com-

prise entre 116 et 164 ha alors que pour le département ornaï, elle est comprise entre 98 et 136ha.

Ces agrandissements ont des conséquences sur l'entretien et la typologie des paysages, et sur le patrimoine agricole. Des risques de transformation et de disparition d'exploitations sont prévisibles.

5.2.3 Une hétérogénéité des systèmes de production : de la culture intensive à la production de produits de qualité



Les systèmes de production du Pays d'Alençon sont très contrastés :

- l'élevage reste important dans les cantons de Carrouges, la Fresnaye-sur Chédouet, Courtomer, le Mêle-sur-sarthe.

- les cultures sont présentes dans tous les cantons, mais ceux d'Alençon et Sées, zones de plaines, ont des proportions plus importantes.

- le canton de Mamers se démarque très nettement : 80 % des exploitations sont classées en système soit céréalier soit en association culture-élevage.

Cependant, le Pays est marqué depuis une vingtaine d'années par :

- un recul de ses prairies naturelles (- 43 % de ses herbages),
- une diminution des bovins , autant des bovins-lait (1660 exploitations laitières en moins

entre 1979 et 2000) que des vaches allaitantes, malgré un accroissement de la production de taurillons en plaines et bordures bocagères,

- une augmentation des volailles (3,3 fois plus en 20 ans) et des porcs (1,8 fois plus).

Par ailleurs, depuis quelques mois les revenus des agriculteurs diminuent : ce constat est la conséquence de la baisse des prix de vente et d'une augmentation des charges.

A tout ceci s'ajoutent les nouvelles contraintes réglementaires (conditionnalité des aides, retrait de certains produits phyto-sanitaires,...) qui risquent d'avoir des influences sur les systèmes de production et de participer à la simplification des itinéraires techniques.



Vaches normandes
Source : personnelle



Culture, plaine de Sées
Source : personnelle

5.2.4 Des signes de qualité en faveur de l'image du Pays

En raison des contraintes de temps, de règles sanitaires strictes et des besoins de main d'œuvre importants, la diversification des productions est marginale sur le Pays d'Alençon.

Dans les cantons de Sées et Courtomer, plus d'un exploitant sur 4 est impliqué dans une démarche de qualité. Parmi 6 cantons de l'Orne, regroupant 42 % des producteurs titulaires d'une certification de conformité, on compte ceux de Carrouges et de Sées.

La vente directe des produits fermiers locaux est un moyen de valorisation des productions et de promotion d'une identité territoriale.



Produits fermier locaux
Source : OTPA

Alençon disposait il y a quelques mois d'un point de vente collectif de produits du terroir appelé « comptoir du parc », qui fut installé à l'initiative du parc Normandie-Maine.

Sa fermeture est regrettée par les producteurs fermiers. D'après un sondage réalisé en 2005 auprès de 6 producteurs du Pays, figurant dans le guide « Orne terroir », 5

sont favorables à l'ouverture d'un tel magasin à l'échelle du Pays. Il

permettrait de satisfaire les attentes des différents publics (locaux et saisonniers) et de renforcer le développement économique et touristique.

5.3 Une terre d'entreprises industrielles et artisanales

Entreprises inscrites aux registres du commerce des CCI de la Sarthe et d'Alençon

	2001	2006
Nombre d'entreprises	2586	2636
Entreprises de 10 salariés et +	280	323

Source : Chambre de Commerces et de l'Industrie d'Alençon, janvier 2006

Le Pays d'Alençon est caractérisé par un tissu économique dynamique constitué de nombreuses entreprises.

La crise de Moulinex a affaibli le territoire pendant quelques mois mais le Pays assiste à un renouveau ; le dynamisme économique reprend : quelque soit

	2001		2006	
	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés
Secteur industriel	116	5600	133	5982
Secteur du commerce	100	3000	103	3319
Secteur des services	68	2600	85	2676
Total	284	11 200	321	11 977

Source : Chambre de Commerces et de l'Industrie d'Alençon, janvier 2006

le secteur, de nombreuses entreprises ont vu le jour entre 2001 et 2006 permettant ainsi d'augmenter le nombre de salariés.

5.3.1 L'industrie bien représentée par deux filières : l'agroalimentaire et la plasturgie

Le secteur industriel avait perdu des actifs entre les deux derniers recensements mais, depuis 2001, le Pays assiste à un regain : + 17 entreprises et + 382 salariés en 4 ans et demi.

Le Pays d'Alençon compte deux activités industrielles principales :

L'agroalimentaire

1^{er} employeur de l'Orne (52 entreprises agroalimentaires ornaïses)

2nd employeur sarthois

8 entreprises agroalimentaires et plus de 550 salariés sur le Pays d'Alençon.

La plasturgie : cette filière est en pleine croissance. Elle a donné lieu à la constitution d'un système productif local ; celui-ci prend son assise sur un ensemble d'entreprises dont des entreprises de sous-traitance et des écoles supérieures que sont l'Institut Supérieur du Moule de l'Orne (ISMO) et l'Institut Supérieur de Plasturgie d'Alençon (ISPA).

LA CUA en 15 ans, est arrivée au **4^{ème} rang mondial** pour le développement de la Plasturgie. Profitant de son pôle de plasturgie, Alençon s'est

portée candidate au projet de « pôle de compétitivité » une première fois, en 2005. N'ayant pas été retenue, elle a retenté sa chance au début de l'année 2006 et obtiendra une réponse en juillet de cette même année. Ce projet lie quatre régions : la Basse-Normandie, la Haute-Normandie, la région Centre et les Pays de la Loire.

Le Pays d'Alençon est, en effet, particulièrement dynamique dans la mesure où il attire des entreprises qui s'ouvrent au monde.

Le Pays d'Alençon accueille 41 entreprises industrielles exportatrices (32 situées sur la CUA) et des entreprises étrangères comme :

- Ariake (Entreprises japonnaise) : leader mondial de la soupe au poulet, il est en cours d'installation d'une unité de production. Sa prochaine ouverture entrainera la création de 50 emplois immédiats et 150 à terme.

- Prologis (Entreprise des Etats-Unis) : spécialisée dans la gestion de bâtiment livrés clé en main aux entreprises, elle projette d'être une unité logistique importante et de créer à terme 40 à 80 emplois.

5.3.2 Le commerce, un secteur stable

Avec une croissance des emplois de 4,7 % entre 1990 et 1999, le secteur du commerce se maintient.

L'activité commerciale est très importante sur l'aire urbaine d'Alençon : **708 établissements commerciaux** dont 3 hypermarchés et 7 supermarchés. Elle possède d'ailleurs le plus fort ratio

surface hypermarché/habitant, de France. 82 % des habitants de la périphérie d'Alençon peuvent effectuer sur place leurs courses. Pourtant, distante de 49 km du Mans, Alençon se fait concurrencer par ce pôle sarthois pour certains achats.

La grande périphérie se révèle plus isolée car elle maintient difficilement les commerces de proximité.

De nouveaux commerces arrivent sur le Pays : les Hard-discounts. Plusieurs ont déjà ouvert sur la CUA, et 2 se sont récemment implantées à Sées. Bien qu'il ne soit pas possible de mesurer déjà l'im-

pact de ces nouveaux intervenants sur l'appareil commercial local, on peut se demander s'ils ne constituent pas une menace pour les commerces de proximité en place

5.3.3 L'artisanat : un secteur diversifié et dynamique

Le Pays d'Alençon est un territoire dynamique et attractif : lorsque l'industrie a décliné, l'artisanat s'est maintenu et a parfois même progressé.

En 2004, le territoire compte 1 289 entreprises et 4 824 actifs dans le secteur des métiers et de l'artisanat, ce qui place le Pays en position satisfaisante par rapport aux quotas nationaux, Bas-Normands et Ornaïs. En raison de la présence d'Alençon, des pôles secondaires et d'équilibre et des nombreuses zones artisanales présentes sur la partie ornaise, on comprend ces écarts de densité à l'échelle du Pays.

Malgré cette position satisfaisante et une légère augmentation des jeunes chefs d'entreprises en cinq ans, l'âge global des artisans font

naître des inquiétudes. La majorité des chefs d'entreprises est comprise dans la tranche d'âge « 35-55 ans » ; en 2003, 66 % de ceux de l'Orne ont plus de 55 ans et 41 % de ceux de la Sarthe ont plus de 50 ans. Cette situation laisse envisager des cessations d'activités dans les dix prochaines années.

Preuve d'un secteur en bonne santé, les entreprises artisanales de plus de 10 salariés ont connu une forte augmentation entre 1999 et 2004 (+ 30,2 %). Les actifs du secteur ont également progressé : + 12,7 % d'actifs entre 1999 et 2004, soit 3 744 actifs, dont 2 859 salariés en 2004.

Les secteurs du bâtiment, des activités de biens et de services industriels ainsi que celui des activités de biens et services tertiaires ont gagné le plus

Satisfaisante au niveau quantitatif, la situation l'est également au niveau qualitatif.

Secteurs	Pays d'Alençon	
	% Etablissements	% d'actifs
Alimentation	13	12,6
Soins aux personnes	8	6
Ornement Culture loisirs	5,1	3,9
Habitat et Entretien domestique	8,6	5,7
Véhicule et transport	11,8	13,3
Construction	38,9	36,5
Biens et services tertiaires	3,6	5,3
Biens et services agricoles	3,3	4,5
Biens et services industriels	7,5	12,2
Source : Chambre des métiers et de l'artisanat, Orne et Sarthe, janvier 2006		

L'activité artisanale du Pays est diversifiée avec des établissements et des actifs répartis dans plusieurs secteurs, qu'ils soient destinés aux ménages, aux entreprises ou à la fois aux deux.

Au regard des chiffres, trois secteurs sont prépondérants sur le Pays :

- le secteur de la construction (le plus important)
- les secteurs « véhicule et transport »
- le secteur « Alimentation »

Les services aux personnes sont très peu développés sur le territoire alors que ce dernier enregistre les mêmes tendances structurelles que le territoire national.

5.3.4 Une répartition multipolaire de l'activité

Les entreprises artisanales et commerciales sont essentiellement implantées dans les centres-villes ou centres-bourgs des principaux pôles du Pays.

Pôle central et Préfecture de département, relié à l'autoroute A28, Alençon est dans une situation privilégiée ; c'est pourquoi, la CUA concentre la plus grande partie des activités économiques et de surcroît la plus grande part des zones d'activités du Pays (13).

L'arrivée des autoroutes A28 et A88 annonce l'aménagement de nouvelles zones d'activités. Deux zones d'activités d'intérêt interdépartemental ont déjà été réalisées en 1999 et en 2003 sur la CUA : Alençon-Cerisé (20 ha) et Alençon-Arçonnay (20ha). Une autre est également prévue sur la commune de Sées.

L'aménagement de multiples zones d'activités (33 sur le Pays d'Alençon) permet néanmoins,

de répartir convenablement les activités économiques.

Dans le but d'attirer des entreprises, la plupart de ces zones d'activités sont équipées en haut débit et bénéficient d'un traitement paysager et architectural. Cependant, aucune ne suit la démarche HQE et rares sont celles qui ont un service de traitement des déchets spéciaux.

Territoire récemment désenclavé, ces zones d'activité possèdent des disponibilités foncières ; il est alors possible d'optimiser l'occupation économique de l'espace.

L'activité économique du territoire s'articule ainsi autour d'un pôle central attractif : Alençon, et des unités secondaires, Mamers et Sées. Des pôles d'équilibre proposent aux habitants une offre complémentaire en matière d'équipements commerciaux, artisanaux et de services. Cette armature multipolaire permet aux habitants de se déployer sur l'ensemble du territoire.

5.4 Le tertiaire secteur majoritaire

L'activité économique du Pays d'Alençon en 1999, repose avant tout sur le secteur tertiaire : 58 % des actifs sont dans ce secteur.

L'évolution des emplois sur le Pays d'Alençon suit la tendance de l'Orne : alors que les emplois dans les secteurs agricoles et industriels reculent (respectivement -27,6 % et -18,3 %), ceux du secteur des services progressent (+11,9 % entre 90 et 99),

Le secteur des services devient le premier employeur dans toutes les CdC à l'exception de celle du Pays de Courtomer qui conserve une part importante d'actifs dans l'agriculture (33,3 %).

Les services sont en effet bien représentés avec la Préfecture de l'Orne (Alençon), la Sous-préfecture de la Sarthe (Mamers), et toutes les structures administratives et scolaires que compte le territoire interdépartemental.

Le Pays d'Alençon dispose de services, qui malgré quelques manques, constituent, à l'heure actuelle, un enjeu capital pour préserver la qualité de vie et participer à l'épanouissement de ses habitants.

5.4.1 Un territoire bien équipé

L'offre en services et en équipements se répartit sur les différents niveaux de pôles du Pays.

Les communes les plus fréquentées sont Alençon, Mamers et Sées puisque ces pôles offrent respectivement les 36 et 35 équipements de référence définis par l'INSEE.

Dans une moindre mesure suivent Carrouges, le Mêle-sur-Sarthe, Saint-Cosme-en-Vairais (28 équipements), ainsi que Courtomer (23 équipements), les pôles d'équilibre du territoire.

Cette armature urbaine permet aux habitants du Pays d'Alençon d'être globalement peu éloignés des équipements, à l'exception de plusieurs communes situées au nord de Courtomer et à l'ouest de Carrouges où le niveau d'équipements est faible ; la distance à parcourir pour y accéder dépasse 7 km.

1/6 des communes possèdent au moins un des 35 équipements existant sur le Pays.

75% des équipements sont concentrés sur la CUA : la densité démographique et la qualité de préfecture du pôle principal justifient ces chiffres.

5.4.2 Une offre de prestation de services très développée mais inégalement répartie

5.4.2.1. Deux hôpitaux au sud du Pays

Deux hôpitaux sont présents à l'échelle du territoire (Alençon et Mamers). Preuve de la cohésion territoriale entre le département de la Sarthe et de l'Orne mais également témoin de la logique de bassin de vie, ces deux hôpitaux sont regroupés au sein du « CHIC » (Centre Hospitalier Intercommunal).

Ces deux hôpitaux proposent de nombreux services, mais sont complémentaires dans leur offre.

Le site de Mamers dispose de 269 lits tandis que celui d'Alençon en détient 511.

Des liens physiques assurent la relation entre les deux sites : deux navettes quoti-

diennes, 4 véhicules et des ambulances.

Les familles des patients éprouvent parfois des difficultés pour se rendre à l'un ou à l'autre des deux sites, distant d'une vingtaine de kilomètres. Afin de palier ces problèmes de mobilité, un projet de transport collectif des familles est en réflexion.

Une clinique, un hôpital psychiatrique et un dispensaire présents sur la CUA complètent l'offre médicale.

Si les structures hospitalières semblent suffisantes, des inquiétudes apparaissent néanmoins concernant l'offre en soins médicaux.

5.4.2.2. Une offre en soins médicaux inégale

Le territoire est globalement bien équipé mais les professions médicales sont inégalement réparties sur le territoire ; certaines zones souffrent, en effet, d'un manque de praticiens.

Les chirurgiens-dentistes, les pédicures-podologues et les médecins généralistes tout comme les spécialistes sont insuffisamment représentés dans les CdC par rapport aux densités de la CUA et de la Sarthe.

Les services spécialisés paramédicaux, opticiens-lunetiers, masseurs-kinésithérapeutes sont également sous-représentés au sein de la CUA.

La situation du Pays se vérifie à l'échelle du département ornaïse ainsi qu'à celle de la Basse-

Normandie. La situation sanitaire du département de l'Orne devient préoccupante depuis plusieurs années, notamment, concernant la répartition géographique des professionnels de la santé et plus particulièrement des médecins généralistes. Le milieu rural a de plus en plus de difficultés à attirer de jeunes médecins et le nombre d'habitants par médecin ne cesse d'augmenter. Un rapport du Président de l'Observatoire National de la Démographie et de la Santé confirme ce phénomène à l'échelle de la Basse-Normandie, puisque celle-ci est classée en 3^{ème} position des régions les moins bien dotées en médecins généralistes.

A l'échelle du Pays, certaines intercommunalités avouent avoir des difficultés concernant les gardes médicales du week-end.

Afin de maintenir et d'accueillir des praticiens en milieu rural mais aussi de répondre aux besoins de santé de plus en plus grandissant des

habitants, deux maisons de santé ont été créées : une petite à Essay et une autre, plus grande au Mêle-sur-Sarthe, cette dernière répondant à un des articles de la loi du 23 février 2005 relative aux développement des territoires ruraux.

5.4.2.3. Des structures d'accueil de la petite enfance et des personnes âgées insuffisantes et inégalement réparties

L'accueil des enfants

Comme sur le département de la Sarthe, le mode de garde prédominant est assuré par les assistantes maternelles. Celles-ci sont inégalement réparties et insuffisamment nombreuses sur le territoire. Les crèches, haltes garderies ... complètent l'offre d'accueil des enfants ; néanmoins, malgré l'ouverture prochaine de nouvelles structures, l'offre de structures agréées demeure encore insuffisante.

Répartition des structures d'accueil sur le Pays d'Alençon en 2005		
Type d'Etablissement	CUA	CdC du Pays d'Alençon
Crèche collective	8	1 (mamers)
et halte garderie		1 (Le Mêle-sur-sarthe)
Lieux d'accueil-parents enfants	2	0
Crèche familiale	1	
Source : Conseils Généraux de l'Orne et de la Sarthe, 2005		

Ces manques sont malheureusement défavorables au maintien ou à l'attraction de jeunes couples avec enfants.

Crèche, lieu inconnu
Source : Pays d'Alençon



L'accueil des personnes âgées

Les prévisions démographiques annoncent un vieillissement de la population ce qui implique la réflexion sur une nouvelle offre de services appropriée.

Tandis que l'Orne compte 49 maisons de retraite et foyers logements en 2005, le Pays d'Alençon possède 6 foyers-logements, 3 unités de soins longue durée (UDSL), 8 maisons de retraite et 6 résidences en 2006. Ces structures mettent à disposition un peu moins de 1 200 lits, et environ 360 logements. Elles sont essentiellement situées

au sud du territoire : Alençon et ses communes périphériques ornaïses et sarthoises ainsi que Mamers. Au nord du territoire, seul Sées (4) et Carrouges (1) ont des équipements pour personnes âgées.

Régulièrement évoquée, la maladie d'Alzheimer touche les personnes âgées : au sein du Pays d'Alençon, les personnes atteintes de cette maladie peuvent être accueillies dans 7 équipements : essentiellement les UDSL (3) et les maisons de retraite.

Selon, le CLIC du Pays d'Alençon, l'offre en établissements d'accueil et d'hébergement pour les personnes âgées est insuffisante puisque les listes d'attente sont de plus en plus longues.

Les familles d'accueil sont un autre moyen de veiller sur les personnes âgées. Parmi les 79 familles d'accueil que compte le département de l'Orne, le Pays d'Alençon en dénombre 47, mais des efforts sont à réaliser afin de développer ce type d'accueil.

Compte tenu de ces constats, le maintien à domicile des personnes âgées est une solution

alternative pour prendre soin de nos aîeux. Ceci nécessite néanmoins de développer des services adaptés ; le portage de repas en est un exemple. La CUA, les communes de Sées et de Saint Denis-sur-Sarthon et, 27 communes autour de Carrouges l'ont développé.

Des associations et des organismes assurent la gestion de ces services. Le manque de mise en réseau de ces acteurs pénalise néanmoins la communication auprès des familles qui en ignorent l'existence.

5.4.2.4. Des services à domicile insuffisamment développés en milieu rural

Les services à domicile correspondent à un marché ancien et en perpétuelle croissance, en raison du travail des femmes et du vieillissement de la population.

À l'échelle du Pays d'Alençon, les besoins à domicile les plus souvent demandés sont ceux correspondant à des travaux domestiques comme le repassage et les petites réparations, ou encore, le jardinage, le transport individuel et la garde d'enfants.

La satisfaction de ces besoins dépend du niveau de développement des services sur le territoire, et à ce titre, sur le Pays, les prestataires de services sont nombreux : des associations, des organismes publics et des entreprises privées tentent de répondre, en effet, aux demandes de plus en plus nombreuses. Pour les satisfaire, , une entreprise privée, « O² », s'est créée en 2004 : bien que limitant son territoire d'actions à la CUA, après six



Prestataire de services à domicile, soutenue dans le cadre du programme Leader +
Source : Pays d'Alençon

mois d'ouverture, elle compte déjà plus de 140 clients.

L'offre de services reste néanmoins essentiellement concentrée sur les pôles structurants (annexe), et plus majoritairement à Alençon, les espaces ruraux en sont déficitaires.

Au-delà des prestations de confort et de soins, une offre de services éducatifs particulièrement bien développée, permet de maintenir toute une jeunesse au Pays d'Alençon.

5.4.3 Des écoles primaires, secondaires et universitaires pour former les Hommes

5.4.3.1. Des formations primaires et secondaires : une offre bien répartie et adaptée aux ressources locales

L'offre scolaire est bien répartie et adaptée aux ressources locales. Les structures maternelles jusqu'au primaire sont réparties sur l'ensemble du territoire tandis que les collèges et lycées se situent essentiellement à Alençon et les pôles secondaires. Parmi les lycées et les

CFA, les formations dispensées correspondent, pour la plupart aux spécificités et aux besoins locaux telles que des formations agricoles, environnementales ou encore pour les services aux personnes et le bâtiment.

5.4.3.2. Un enseignement post-baccalauréat concentré sur Alençon et la CUA

Depuis 2000, le développement des formations initiales et professionnelles est l'un des axes prioritaires de la Région. Cela s'est traduit au niveau du Pays d'Alençon par le développement du site universitaire d'Alençon-Damigny. Ce site universitaire est un « site distant » puisqu'il dépend de l'université de Caen.

Il accueille de nombreux établissements de formation : la faculté de droits, l'Institut Supérieur de Formation Normandie-Maine, l'Institut Supérieur de Plasturgie d'Alençon, le Centre d'étude des langues, l'Institut Régional de Formation des Adultes, l'Ecole de Gestion et de Commerce du Maine et l'IUT. De nouvelles formations devraient prochainement voir le jour sur le pôle.

En dehors du site universitaire, d'autres établissements proposent des formations supérieures dans divers domaines : la coiffure, l'esthétique, les services sanitaires et sociaux, les soins infirmiers, le paramédical, les services à la personne, ou encore les services de secours. Parmi ses autres formations, le territoire compte une école de masso-kinésithérapie ouverte depuis

2003.

La diversité de l'enseignement supérieur et des centres d'apprentissage (du CAP-BEP au titre d'ingénieurs en passant par les BTS) permet aux entreprises d'obtenir une main d'œuvre qualifiée.

On note cependant l'absence de formation pour les professionnels en activité. Les secteurs du bâtiment présents sur le Pays, souffrent d'un manque de main d'œuvre qualifiée et compétente pour répondre à des besoins locaux : le grand public souhaite s'adapter aux évolutions technologiques et techniques, surtout dans un contexte d'augmentation des coûts de l'énergie.

Les techniciens des collectivités sont également intéressés par des formations leur permettant de suivre et de mettre en application les progrès technologiques et techniques sur leur lieu d'activité.

La sensibilisation au développement durable concerne et intéresse ces différents publics ; pourtant aucune formation n'est dispensée sur le territoire.

Pour accéder aux soins, à l'éducation et la formation, aux services administratifs... les habitants, et, surtout les résidents des petites communes rurales éloignées, doivent obligatoirement se déplacer par un moyen de locomotion

approprié. Les personnes sans véhicule vont alors recourir aux transports publics : pour répondre à ce besoin, l'offre de transports collectifs doit être suffisante et adaptée.

5.4.4 Une offre de transports collectifs inadaptée à la demande, mais quelques pistes d'amélioration !

Parmi 26 lignes ornaïses et 17 lignes sarthoises, respectivement 8 et 3 lignes desservent le Pays. 26 communes ont une desserte régulière. Les communes desservies sont principalement celles qui sont situées le long des axes routiers et à proximité des pôles principaux.

D'importantes zones rurales, entre Carrouges, Alençon et Sées mais également entre Sées, Courtomer et le Mêle-sur-Sarthe sont insuffisamment desservies en transports collectifs publics. Les individus non motorisés rencontrent des problèmes de déplacements.

Dans les petites villes et en milieu rural, 1 personne âgée sur 5 souhaite la création de transports en commun ou l'amélioration de l'existant.

Afin de répondre à un besoin local, la CdC du Pays Mélois met en place, dès septembre 2006, un service de transport à la demande. Celui-ci est destiné à toutes les personnes de la CdC. L'objectif est de faciliter les déplacements

des habitants vers le pôle central, le Mêle-sur-Sarthe et de les rapprocher des points de mise en charge du réseau départemental.

Compte tenu, d'une part, des manques en matière de transports collectifs et, d'autre part, des difficultés de déplacements rencontrées par certains publics (personnes âgées, jeunes, femmes,...), le transport à la demande est une alternative intéressante pour palier les problèmes de mobilités.

Pour communiquer, les hommes peuvent utiliser des moyens de communication traditionnels : le téléphone, la poste, ou les transports disponibles. Tous ces outils tangibles ne sont pas forcément rapides et disponibles.

Les services virtuels vont faciliter les échanges lointains et en temps réduit. L'outil Internet constitue un de ces outils de communication favorisant les relations humaines privées et professionnelles.

5.4.5 Internet, un service de communication et d'information indispensable

Le haut-débit est très attendu par les entreprises locales pour étendre leur marché. Celles qui bénéficient déjà des connexions rapides affirment qu'Internet est un élément essentiel à la conclusion de contrats et à la création de nou-

veaux produits grâce à la vente en ligne : « Topsellerie » en est un bon exemple. Située à Sées, l'entreprise utilise cet outil pour travailler avec son brodeur de Paris.

L'ouverture du haut-débit est un élément important pour la vie économique du Pays d'Alençon ; l'outil Internet et les nouvelles technologies de communication constituent un axe de développement important.

Le Conseil Général de l'Orne a d'ailleurs engagé un programme d'actions pour le désenclavement numérique de son territoire, devant ainsi permettre l'accès de tous les foyers ornaux aux nouvelles technologies et notamment du haut-débit. Le département sarthois, bien

qu'ayant entamé plus tardivement sa réflexion, a désormais une politique en faveur du haut débit sur son territoire.

Par conséquent, d'ici la fin de l'année 2006, tout le territoire du Pays d'Alençon sera entièrement couvert par la technologie haut-débit, à l'exception des zones difficilement accessibles en raison du relief. Cet outil constitue une opportunité pour le développement social, économique et touristique du Pays

5.4.5.1. Le Pays d'Alençon dispose à ce jour de trois lieux publics entièrement consacrés à Internet

	L'échangeur de Basse-Normandie	La Rotonde	Le Cybercentre du Saosnois
Année de création	2001	NC	2003
Lieu	Halle au blé Alençon	Annexe de la mairie Alençon	Sous-sol de la CdC du saosnois Mamers
Public concerné	Entreprises Collectivités locales	Tout public	Tout public
Actions proposées	Formations d'expertise et de veille technologique	Consultations libres	Consultations libres
Nombre de postes en 2005	+ de 20	8	10

La création, en 2001, de l'échangeur de Basse-Normandie à la halle au blé a entraîné la fermeture d'un espace Internet destiné à la population en ce même lieu, réduisant ainsi l'offre de postes. Malgré l'extension des horaires à la rotonde, la demande n'est pas satisfaite.

Concernant la Cyberbase de Mamers, 75 % des adhérents ont moins de 20 ans et 67 % des adhérents sont mamertins. Bien qu'à ce jour la PAIO du

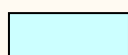
Nord Sarthe, située à Mamers mette à disposition un poste Internet pour son public, il n'existe pas, sur la partie sarthoise du Pays, d'autre lieu public d'accès à Internet. Les personnes habitant au sud du territoire, peuvent difficilement accéder à un tel outil.



Affiche de communication, cybercentre de Mamers

Sur la partie ornaise en revanche, plusieurs EPCI ont un point Internet

Les EPCI	Commune	Lieu ouvert au public	Nombre de postes
Bocage Carrougien	Carrouges	Maison des Associations	2
L'Est Alençonnais	Radon	Bibliothèque	2
	Semallé	Espace culturel	4
Pays de Courtomer	Courtomer	Maison des apprentis	Non défini
Pays de Sées	Sées	Médiathèque	1
La Vallée du Sarthon	St-Denis-sur-Sarthon	Salle de jeu en réseau	3
	Livaie	Point Internet	5



En projet

Les lieux culturels sont les lieux privilégiés de mise à disposition de l'outil Internet. Des améliorations de l'offre en matière de nouvelles technologies de communication sont en-

visagés. Afin d'améliorer l'efficacité et la pertinence de cette offre, la mutualisation des moyens pourrait être envisagée.

5.4.5.2. Des sites Internet pour connaître les territoires et les acteurs

Internet constitue un outil de communication à même de répondre aux attentes du Pays d'Alençon en tant que vecteur d'information et de communication auprès de ces différents partenaires politiques et techniques. Pourtant, à

l'heure actuelle il ne possède pas encore son site Internet.

L'Office de Tourisme de Pôle du Pays d'Alençon (OTPA) a, quant à lui, créé son propre site en 2002, il est une vitrine pour le territoire.

Bilans

Le diagnostic ainsi réalisé fait ressortir des tendances lourdes qui sont également vécues à l'échelle nationale :

- un vieillissement de la population
- une augmentation de la maladie d'Alzheimer
- une augmentation des prix du foncier bâti et non bâti
- une augmentation des nuisances environnementales : augmentation de la production des déchets, de la consommation d'énergies, des pollutions de l'eau, de l'air, d'étalement urbain lié aux développements des activités anthropiques (agriculture, industries, le mode de consommation des ménages, développement urbain...)
- des problèmes de précarité et d'exclusion

Le diagnostic a également mis en exergue des freins propre au Pays d'Alençon, pouvant à terme constituer des menaces, ou au contraire l'amener à se modifier. Ce territoire possède de nombreux potentiels lui permettant d'être un véritable bassin de vie sur lequel les habitants peuvent s'épanouir et vivre en bonne santé mais aussi sur lequel, les entreprises peuvent prospérer.

Les freins au développement du Pays d'Alençon :

- une fuite des jeunes
- une baisse prévisible de sa population
- une inégale répartition des hommes sur le territoire
- une population à faibles revenus
- une inégale répartition des logements sociaux et des logements de petites tailles
- un parc de logement présentant des signes de vétusté, néfastes pour la santé des personnes, leur budget et l'environnement du territoire
- un logement globalement inadapté aux besoins et aux revenus de la population
- un patrimoine insuffisamment valorisé et encore trop méconnu
- un développement urbain et un aménagement de l'espace insuffisamment contrôlé
- un problème d'échange et de mise en réseau entre les différentes structures associatives
- une population insuffisamment qualifiée et formée aux mutations notamment aux nouvelles technologies, au développement durable et l'efficacité énergétique
- des problèmes de transmission et de reprise d'entreprises dans le secteur agricole et artisanal des services en direction de la petite enfance et des personnes âgées insuffisamment développés et principalement en milieu rural.
- des services de santé insuffisants en milieu rural

Les forces du Pays d'Alençon :

- une armature urbaine structurée en pôle, laissant de grands espaces libres non artificialisés
- une faible part de résidences secondaires, permettant une dynamique humaine tout au long de l'année
- un environnement naturel et architectural de grande qualité, entretenu, et protégé soit par des activités agricoles soit par des réglementations et des documents de gestion
- une présence de lieux de distraction et une véritable dynamique associative
- des structures scolaires et universitaires pluridisciplinaires
- un tissu économique diversifié :
 - des pôles d'excellence et de compétitivité
 - des filières de qualité
 - des entreprises artisanales et commerciales bien représentées
 - des zones d'activités pour accueillir les entreprises
- un secteur tertiaire en plein essor résultant d'un réel besoin (services de santé, d'accueil, d'aide à domicile, de communication (Internet))

De ces atouts et de ces freins découlent des opportunités et des menaces répertoriées dans les trois champs du développement durable.

	SOCIAL	ECONOMIE	ENVIRONNEMENT
O P P O R T U N I T E S	<p>Renforcement de la dynamique associative, culturelle, sociale et de loisirs</p> <p>Amélioration de l'intégration sociale et du sentiment d'appartenance au territoire</p> <p>Amélioration de la cohésion sociale et territoriale</p> <p>Amélioration du quotidien des habitants</p>	<p>Développement et création de services adaptés à la démographie : tendance à la spécialisation</p> <p>Valorisation des potentiels locaux (agriculture, eau, ...) par l'économie</p> <p>Amélioration du personnel par l'intégration de nouvelles personnes formées</p>	<p>Création d'un sentiment d'appartenance aux régions naturelles</p> <p>Valorisation et préservation des ressources naturelles et patrimoniales locales</p> <p>Développement possible des courts séjours et des activités agri touristiques</p>
M E N A C E S	<p>Emergence d'un conflit inter-générationnel</p> <p>Affaiblissement de l'épanouissement de certaines populations et du lien social</p> <p>Accroissement des disparités sociales et spatiales</p> <p>Essoufflement des initiatives associatives</p> <p>Accroissement des conflits d'usage</p> <p>Affaiblissement de l'image de l'activité agricole auprès des urbains</p> <p>Accentuation des conflits entre les agriculteurs et les nouveaux ruraux</p> <p>Menace sur la santé des habitants et des animaux</p>	<p>Perte de l'attractivité du territoire : affaiblissement de l'attractivité économique et touristique</p> <p>Déclin voire disparition de certains services (écoles, formations agricoles) de certaines activités (agriculture, artisanat)</p> <p>Déclin des activités agricoles et artisanales situés en amont et en aval des exploitations</p> <p>Disparition des commerces et des services de proximité en milieu rural</p> <p>Développement de formations adaptées aux besoins des différents publics</p> <p>Perte de la diversité du tissu économique</p>	<p>Désertification de certains espaces = transformation du paysage et développement urbain inadapté à l'architecture locale</p> <p>Une augmentation des nuisances autour de la CUA, notamment liés au développement urbain</p> <p>Une augmentation des émissions de CO2 lié à la vétusté du parc et des nouveaux logements mal isolés</p> <p>Poursuite de la dégradation de la qualité de l'eau et des berges</p> <p>Disparition de certaines espèces</p> <p>Augmentation des coûts de traitement des déchets</p>

Orientations organisationnelles

Soutenir l'intégration du développement durable dans les projets du pays

Renforcer les partenariats autour de la démarche

Améliorer et renforcer la participation au sein du Pays

Intégrer l'évaluation dans la démarche

Orientations sociales

Développer une offre de logements adaptée aux besoins des différents publics

Améliorer la qualité de l'habitat pour répondre aux mutations structurelles tout en préservant l'environnement

Soutenir le développement ou l'accès à une offre de services et d'équipements adaptée aux besoins des différentes générations : santé, accueil, services à la personne

Favoriser la mobilité des personnes

Favoriser la mise en réseau des acteurs du secteur des services, des associations,

Orientations environnementales

Préserver l'environnement des générations présentes et futures

Entreprendre une gestion durable du territoire et promouvoir un développement harmonieux du territoire

Réaliser les inventaires sur la partie sarthoise
Soutenir les actions de rénovation du petit patrimoine des collectivités

Préserver et valoriser la ressource en eau
Soutenir la réduction et à la valorisation des déchets

Promouvoir la labellisation de sites patrimoniaux

Promouvoir les énergies renouvelables

Orientations économiques

Soutenir l'accès à la formation des jeunes

Favoriser le développement de formation pour les professionnels en activité en matière de développement durable et d'efficacité énergétique

Participer à l'attractivité du territoire par le développement de nouvelles formations

Conforter et optimiser le développement des nouvelles technologies de communication

Soutenir le tissu économique dans sa diversité tout préservant les ressources environnementales du territoire et tout valorisant les filières de qualité

Soutenir l'activité agricole tout en préservant le cadre de vie et en valorisant l'image du métier

Soutenir la diversification de l'activité touristique



Enjeu 1 : **Renforcer et développer les actions de cohésion sociale et territoriale et de mise en réseau**

Le Pays d'Alençon : un territoire de solidarité et d'intégration

Enjeu 2 : **Concevoir un développement économique et social respectueux de l'environnement**

Le Pays d'Alençon : un territoire d'authenticité et d'innovation

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

THEME 1 : Pays

DATAR.- Guide méthodologique pour la mise en œuvre des pays.- sans éd.- Paris.- juillet 2004.- 60p

DATAR, Mairies conseils CDC, ETD.- Repères sur : la charte de pays.- Mai 2001.- 88p

PORTIER Nicolas.- Les Pays.- Collection territoire en mouvement.- DATAR.- la documentation française.-Paris.- 2002.- 99p

THEME 2 : Développement durable et Agenda 21 local

CARLIER Bruno.- les Agendas 21, outils de développement durable.- Editions Techni.Cités, juin 2004.- 175p

COMELIEU Laurent, HOLEC Nathalie, PIECHAUD_Jean-Pierre.- Repères pour l'Agenda 21, Approche territoriale du développement durable.- Association 4D.- édition : Mission pour le développement durable et la qualité.- septembre 2001.- 136 p

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.- Un cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable des territoires dont les agendas 21 locaux- sans.ed.- Juillet 2006- 30p

RARE.- Objectif développement durable comprendre agir sur son territoire », Retour d'expériences et recommandations pour l'Agenda 21 local.- Réseau des Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement.- s.ed.- s.l.- 2004.- 106 p

RARE.- Le développement durable : une autre politique pour les territoires ? Définition, pratique, mise en œuvre, territoires, chartes de Pays, contrat d'agglomération et agenda 21 local.- Réseau des Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement.- s.ed.- s.l.- 2000.- 66 p

Comité 21.- Guide Territoires et développement durable.- Tome 2.- s.ed.- s.l.- 2003.- 114 p

Comité 21.- Guide Territoires et développement durable.- Tome 3.- s.ed.- s.l.- 2004.- 108 p

RAPPORT / ETUDES

ETD.- Le contenu d'une charte de pays.-dossier méthodologique.- août 2003

ETD.- Le contenu économique des projets de territoire.- dossiers méthodologiques.- 2003

ETD.- La prise en compte du développement durable dans les projets de territoire.- dossiers méthodologiques.- juin 2004.- 16p

Direction Départemental de l'Equipeement.- diagnostic territorial, Pays d'Alençon.- juillet 2003.- 50 pages.

ARENE.- Guide pour les collectivités locales : Agenda 21 local, Plan local d'urbanisme, deux démarches aux services des communes pour un projet de développement durable.- Ile de France.- 2004.- 53p

GUITARD Magali, LEMELTIER Adeline, TAURIN Julie, THEBAULT Vanessa.- Connaître le présent pour anticiper durablement l'avenir.- Volume 1 : diagnostic et prospective.- juin 2005.- 230 pages.

Pays d'Argentan Pays d'Auge Ornaïs.- Charte de Pays.- septembre 2001.- 85 pages

Haute Mayenne.- Charte de pays, sept ambitions et dix ans pour donner un avenir à la Haute Mayenne.- dossier de synthèses.- Juin 2002.- 63 pages.

Haute Mayenne.- Charte de pays, diagnostic, orientations et organisation.- juin 2002.- 305 pages.

Pays du Bocage.- Projet de charte de développement durable du Pays du Bocage, orientation stratégiques.- octobre 2001.- 23 pages.

Caen la mer.- Projet d'agglomération.- Conseil communautaire.- septembre 2003.- 40 pages.

SITES INTERNET

www.projetdeterritoire.com	Entreprises, territoires et développement (Etd)
www.ecologie.gouv.fr	Ministère de l'écologie et du développement durable (MEDD)
www.comite21.org	Comité français pour l'environnement et le développement durable (Comité 21)
www.agenda21france.org	
www.diact.gouv.fr	Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à la compétitivité des territoires (DIACT)
www.ademe.fr	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
www.agora.org	Agora 21
www.arpe-mip.com	Agence régionale pour l'environnement de Midi-Pyrénées
www.territoiresdurables.fr	Territoires durables de Midi-Pyrénées
www.rare.asso.fr	Réseau des agences régionales de l'énergie et de l'environnement (RARE)
www.hautemayenne.org	Pays de Haute Mayenne
www.arlysere.fr	Pays d'Arlysère
www.morlaix.fr	Pays de Morlaix
www.gatine.org	Pays de Gâtine
www.coeurentre2mers.com	Pays Cœur entre deux mers

Remerciements	1
Sommaire	2
Introduction	3
1. DIAGNOSTIC DU PAYS	6
<u>1. SON ORGANISATION TERRITORIALE ET INSTITUTIONNELLE</u>	7
1.1 Fiche d'identité	7
1.2 L'origine de sa constitution	8
1.3 Une organisation territoriale fondée sur l'intercommunalité	9
1.4 Son statut juridique	14
1.5 Sa gouvernance	14
1.6 Son projet de territoire	15
<u>2. LES HOMMES : SOURCES DE VIE DU PAYS D'ALENÇON</u>	17
2.1 Une population stable mais vieillissante	17
2.2 Les personnes seules sont en augmentation	18
2.3 Une population à faibles revenus	19
<u>3. LE LIEU DE VIE DE LA POPULATION</u>	20
3.1 Un habitat dispersé	20
3.2 Un habitat en croissance	20
3.3 Un parc de logements hétérogène	21
3.3.1 Une majorité de résidences principales	21
3.3.2 Une majorité de propriétaires occupants	22
3.3.3 Une prédominance des maisons individuelles et des grands logements	22
3.3.4 Un Parc ancien et insalubre	23
3.3.5 Un logement social inégalement répartis	24
3.3.6 Une offre de logements inadaptée aux besoins des occupants	24
<u>4. LE CADRE ET LA QUALITÉ DE VIE DU PAYS D'ALENÇON</u>	25
4.1 Un patrimoine naturel et architectural remarquable	25
4.1.1 La richesse paysagère	25
4.1.1.1 Territoires de rencontres de deux unités géologiques	25
4.1.1.2 façonnant trois entités paysagères	26
4.1.1.3 Les forêts, autres composantes territoriales	27
4.1.2 L'eau, une ressource encore peu valorisée	28
4.1.2.1 Un réseau hydrographique dense	28
4.1.2.2 Une protection et une valorisation encore insuffisante	28
4.1.2.3 Une organisation intercommunale de la distribution en eau potable	29
4.1.2.4 Une relative qualité de l'eau	29
4.1.3 Une faune et une flore d'intérêt	30

4.1.4 La richesse architecturale	31
4.2 Une bonne maîtrise des catastrophes et des pollutions	32
4.2.1 Les risques de pollution naturelle, industrielle et sonore	32
4.2.1.1 Des risques naturels	32
4.2.1.2 Des risques industriels	32
4.2.1.3 Des risques sonores	32
4.2.2 Des risques de pollution olfactives, visuelles et environnementale par les déchets	33
4.2.2.1 un outil juridique réglementaire	33
4.2.2.2 Une politique de tri sélectif répandu sur tout le territoire	33
4.2.2.3 Une gestion des déchets au niveau intercommunal	33
4.2.2.4 Les grandes unités de distribution du territoire	34
4.2.2.5 Les opérations ponctuelles de collecte des déchets agricoles	34
4.3 Un développement urbain difficilement contrôlable	34
4.3.1 Un nombre de documents d'urbanisme insuffisant	34
4.4 Des activités culturelles, sportives et de loisirs pour se diversifier	35
4.4.1 Une offre culturelle diversifiée	35
4.4.1.1 Les équipements de diffusion culturelle	35
4.4.1.2 La diffusion culturelle par les événements	38
4.4.1.3 La diffusion culturelle par les acteurs	38
4.4.2 Un potentiel de loisirs sportifs	39
4.4.2.1 Une variété d'activité	39
4.4.2.2 L'offre sportive par les manifestations	39
4.4.2.3 La diffusion par les associations	40
4.4.3 La diffusion culturelle par le passeport	40
4.5 Un tissu associatif dynamique	40
4.6 Un territoire touristique	41
4.6.1 Un tourisme de passage et de proximité	41
4.6.2 Une offre d'hébergement en baisse mais de qualité croissante	41
4.6.3 Les offices de tourisme au service du développement touristique	41
4.6.4 Un tourisme pluriel	42
<u>5. LES ACTIVITÉS : CLÉ DE RÉUSSITE DU TERRITOIRE</u>	43
5.1 La population active : la ressource du pays	43
5.1.1 un taux de chômage élevé malgré une offre d'emploi importante	43
5.1.2 Un niveau de qualification faible	43
5.2 Une agriculture dynamique mais fragile	44
5.2.1 Une population agricole en baisse vieillissante et peu qualifiée	44
5.2.1.1 Une diminution du nombre d'agriculteurs	44
5.2.1.2 2005-2015 : des agriculteurs qui vieillissent	44

5.2.1.3 Des agriculteurs moyennement formés	44
5.2.2 Des exploitations de plus en plus sociétaires et de plus en plus grande	45
5.2.2.1 Une préférence pour la forme sociétaire	45
5.2.2.2 De plus grandes exploitations chez les jeunes exploitants	45
5.2.3 Une hétérogénéité de systèmes de production : de la culture intensive à la production de viande de qualité	46
5.2.4 Des signes de qualité en faveur de l'image du Pays	47
5.3 Une terre d'entreprises industrielles et artisanales	47
5.3.1 L'industrie bien représentée par deux filières : l'agroalimentaires et la plasmurgie	48
5.3.2 Le commerce, un secteur stable	48
5.3.3 L'artisanat : un secteur diversifié et dynamique	49
5.3.4 Une répartition multipolaire de l'activité	50
5.4 Le tertiaire, secteur majoritaire	51
5.4.1 Un territoire bien équipé	51
5.4.2. Une offre de prestation de services très développée mais inégalement répartie	52
5.4.2.1 Deux hôpitaux au Sud	52
5.4.2.2 Une offre en soins médicaux inégale	52
5.4.2.3 Des structures d'accueil de la petite enfance et des personnes âgées insuffisantes et inégalement réparties	53
5.4.2.4 Des services à domicile insuffisamment développés en milieu rural	54
5.4.3 Des écoles primaires, secondaires et universitaires pour former les Hommes	55
5.4.3.1 Des formations primaires et secondaires : une offre bien réparties et adaptées aux ressources locales	55
5.4.3.2 Un enseignement post baccalauréat concentré sur Alençon et la CUA	55
5.4.4 Une offre de transports collectifs inadaptée à la demande mais quelques améliorations !	56
5.4.5 Internet, un service de communication et d'information indispensable	56
5.4.5.1 Le Pays d'Alençon dispose à ce jour de trois lieux entièrement consacré à Internet	57
5.4.5.2 Des sites Internet pour connaître les territoires et les acteurs	58
Bilan	59
 2. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	63
Enjeu 1 : Renforcer et développer les actions de solidarité et de mise en réseau	66
Enjeu 2 : Concevoir un développement économique et social respectueux de l'environnement	77
Bibliographie	87
Tables des matières	90



La stratégie de développement du Pays d'Alençon

ENJEU 1 : Renforcer et développer les actions
de solidarité et de mise en réseau

p 66

ENJEU 2 : Concevoir un développement économique
et social respectueux de l'environnement

p 77

Après avoir porté un regard, puis, analysé le Pays d'Alençon, c'est-à-dire réalisé son diagnostic, il faut déterminer ce que les acteurs souhaitent faire de leur territoire, ce qu'ils veulent qu'il soit dans les années à venir, autrement dit, préciser la vocation du territoire.

L'étape suivante consiste à définir, d'une part, les objectifs prioritaires et réalisables et, d'autre part, les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre, c'est-à-dire, déterminer la stratégie à adopter par les acteurs afin d'améliorer la situation. La stratégie permet de traduire sur le terrain la vision prospective à l'origine du projet.

Deux grandes ambitions ont guidée les acteurs du Pays d'Alençon à la définition du projet de territoire.

Ambition 1 : Faire du développement durable une priorité

Cette première ambition vise à développer une logique transversale et intégrée dans tous les projets de développement et d'aménagement sur le Pays d'Alençon. Les projets initiés à l'échelle du Pays devront nécessairement intégrer les trois piliers du développement durable : l'efficacité économique, la justice sociale et le respect des ressources environnementales et répondront aux finalités du développement durable: la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère, la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, l'épanouissement de tous les êtres humains et la cohésion sociale et territoriale entre territoires et entre générations, la dynamique de développement suivant des modes de production et de consommations responsables.

De cette ambition ressort une volonté des acteurs de mettre un accent, d'une part, sur la participation des forces vives, en expérimentant de nouvelles méthodes et, d'autre part, sur l'évaluation des projets.

L'intégration du développement durable dans la politique du Pays d'Alençon permettra d'améliorer son fonctionnement mais également de faire de ce territoire, un espace particulièrement agréable à vivre.

Ambition 2 : Être un territoire attractif et accueillant, dans le respect du développement durable

Cette seconde ambition vise à renforcer l'attractivité du territoire pour ses habitants et pour les populations extérieures en optimisant son développement (économique, touristique, social, culturel et patrimonial) endogène. Les opérations engagées s'orienteront à la fois sur la qualité et le cadre de vie.

Les travaux des commissions de réflexion et la réactualisation du diagnostic ont en effet permis :

- de définir la stratégie de développement autour de deux grands enjeux

Enjeu 1 : Renforcer et développer les actions
de solidarité et de mise en réseau

↳ **Le Pays d'Alençon : un territoire de solidarité et d'intégration**

Enjeu 2 : Concevoir un développement économique
et social respectueux de l'environnement

↳ **Le Pays d'Alençon : un territoire d'authenticité et d'innovation**

- de déterminer des mesures pour 8 objectifs

Chaque enjeu est décliné en objectifs puis en mesures. Dans le but de comprendre les volontés des acteurs concernant l'avenir de leur territoire, les enjeux, les objectifs et les mesures feront l'objet d'une présentation.

Enjeu 1 : Renforcer et développer les actions de solidarité et de mise en réseau

Objectif 1 Impulser une gestion durable de l'habitat

M1 : Répondre à la diversité des besoins et assurer un développement équilibré de l'habitat

M2 : Favoriser la qualité de l'habitat, promouvoir un habitat durable

Objectif 2 Rapprocher l'offre de la demande locale de l'emploi

M3 : Informer et communiquer sur les filières du pays

M4 : Faciliter l'accès à la formation

Objectif 3 Consolider une offre de qualité en matière de services à la personne

M5 : Renforcer la connaissance des services en direction des entreprises, des associations et des habitants

M6 : Structurer et développer l'offre de services en direction de la petite enfance et des personnes âgées

M7 : Favoriser la mobilité des personnes et l'accessibilité de l'espace pour tous

Objectif 4 Affirmer l'existence du dynamisme associatif et des activités culturelles, sportives et de loisirs

M8 : Susciter la création d'un réseau associatif à l'échelle du pays

M9 : Renforcer la connaissance par les associations des réseaux d'aides locaux

M10 : Participer au renforcement de la structuration des associations par l'organisation de formation

M11 : Soutenir la communication culturelle « Pays »

Objectif 5 Affirmer le pays comme un lieu d'échanges et de réflexion

M12 : Améliorer l'organisation du pays pour une plus grande efficacité

M13 : Renforcer la communication pour une meilleure promotion du Pays

M14 : Développer et renforcer les relations partenariales durables

Enjeu 2 : Concevoir un développement économique et social respectueux de l'environnement

Objectif 1 Valoriser les filières identitaires

M15 : Assurer le maintien de l'excellence territoriale par l'agroalimentaire et la plasturgie

M16 : Stimuler une agriculture durable et de qualité

M17 : Encourager le tourisme comme vecteur de

Objectif 2 Renforcer l'attractivité économique du territoire

M18 : Accompagner et informer les acteurs économiques

M19 : Développer harmonieusement les zones d'activités du territoire

M20 : Utiliser les moyens de communication pour améliorer la compétitivité

Objectif 3 Préserver et valoriser le cadre de vie du pays

M21 : Favoriser un développement harmonieux du territoire

M22 : Protéger et valoriser le patrimoine naturel et bâti

M23 : Promouvoir l'efficacité énergétique et l'écoresponsabilité

Enjeu 1 : Renforcer et développer les actions de solidarité et de mise en réseau

Le Pays d'Alençon est un territoire en perte de vitesse démographique : son nombre de jeunes décline tandis que celui des personnes âgées augmente, et des déséquilibres sociaux et spatiaux se ressentent sur le territoire. Pour satisfaire l'ensemble des générations et des acteurs du territoire, il est nécessaire que le Pays d'Alençon palie les faiblesses préalablement diagnostiquées. L'inadaptation et l'insuffisance de logements, le manque de services à la personne, de formation, l'absence de mise en réseau des acteurs, pèsent face aux atouts du territoire en termes de dynamisme économique, social et culturel.

Le Pays d'Alençon relèvera un premier enjeu : Renforcer et développer les actions de solidarité et de mise en réseau des acteurs.

Pour atteindre cet enjeu, la stratégie proposée est d'organiser la cohésion sociale et spatiale, et de faire du Pays d'Alençon un territoire de solidarité et d'intégration.

Le Pays d'Alençon veillera à ce que toute la population ait accès aux biens et services du territoire en termes de logements, de soins, d'activités de divertissement, de mobilité afin qu'elle puisse convenablement s'épanouir sur le territoire. L'amélioration des relations entre les hommes, de leur condition de vie sera favorable au maintien et à l'attractivité des jeunes et, au dynamisme économique.

Le Pays d'Alençon coordonnera les mesures d'aménagement et de développement en s'appuyant sur l'ensemble des collectivités, des acteurs socio-économiques et institutionnels intervenant sur son périmètre et sur des territoires plus vastes.

Le Pays d'Alençon développera des mesures répondant à un impératif local de maintien d'une dynamique spatiale et sociale pour un fonctionnement harmonieux du territoire.

Enjeu 1: Renforcer et développer les actions de solidarité et de mise en réseau

Objectif 1 Impulser une gestion durable de l'habitat

- M1** Répondre à la diversité des besoins et assurer un développement équilibré de l'habitat
- M2** Favoriser la qualité de l'habitat, promouvoir un habitat durable

Objectif 2 Rapprocher l'offre de la demande locale de l'emploi

- M3** Informer et communiquer sur les filières du pays
- M4** Faciliter l'accès à la formation

Objectif 3 Consolider une offre de qualité en matière de services à la personne

- M5** Renforcer la connaissance des services en direction des entreprises des associations et des habitants
- M6** Structurer et développer l'offre de services en direction de la petite enfance et des personnes âgées
- M7** Favoriser la mobilité des personnes et l'accessibilité de l'espace pour tous

Objectif 4 Affirmer l'existence du dynamisme associatif et des activités culturelles, sportives et de loisirs

- M8** Susciter la création d'un réseau associatif à l'échelle du pays
- M9** Renforcer la connaissance par les associations des réseaux d'aides locaux
- M10** Participer au renforcement de la structuration des associations par l'organisation de formation
- M11** Soutenir la communication culturelle « Pays »

Objectif 5 Affirmer le Pays comme un lieu d'échanges et de réflexion

- M12** Améliorer l'organisation du pays pour une plus grande efficacité
- M13** Renforcer la communication pour une meilleure promotion du Pays
- M14** Développer et renforcer les relations partenariales durables

OBJECTIF 1

IMPULSER UNE

GESTION DURABLE DE L'HABITAT

A l'heure actuelle, l'habitat sur le Pays d'Alençon est loin de satisfaire tous les besoins sociaux. Or, le vieillissement de la population, le déclin du nombre de jeunes, et la part importante des foyers aux revenus modérés sur le territoire nécessitent de prendre en considération la question du logement sur l'ensemble du territoire tant au niveau quantitatif que qualitatif.

**Mesure 1 : Répondre à la diversité des besoins
et assurer un développement équilibré de l'habitat**

Afin de maintenir les personnes âgées à domicile, d'attirer des jeunes, des actifs, notamment des cadres, et afin d'accueillir une main d'œuvre qualifiée, l'offre de logements sur le territoire répondra à la demande de tous les habitants du territoire en fonction de leur âge, de leur revenu et de leur mobilité.

L'objectif est de limiter les inégalités sociales et spatiales.

**Mesure 1 : Favoriser la qualité de l'habitat,
promouvoir un habitat durable**

Les problèmes d'inconfort, d'insalubrité et d'ancienneté du parc de logements constituent une menace pour le territoire tant pour sa population que pour son environnement. Afin de veiller à la bonne santé de ses habitants et à la réduction des nuisances sur l'environnement et sur les hommes, le Pays d'Alençon encouragera les opérations d'amélioration de l'habitat aussi bien sur les logements anciens que sur les nouvelles constructions.

ENJEU 1

OBJECTIF 1

IMPULSER UNE GESTION DURABLE DE L'HABITAT

Mesure 1

**Répondre à la
diversité
des besoins
et assurer
un développement
équilibré de l'habitat**

Mesure 2

**Favoriser la qualité
de l'habitat,
promouvoir un habi-
tat durable**

OBJECTIF 2

RAPPROCHER L'OFFRE DE LA DEMANDE LOCALE DE L'EMPLOI

L'intégration sociale des hommes sur le territoire ne repose pas seulement sur le fait d'habiter un logement décent. L'insertion professionnelle et l'accès à l'emploi sont d'autres conditions participant à la sociabilisation des individus. Le territoire n'étant pas dépourvu d'entreprises, d'activités économiques et de sites de formations il peut incontestablement faire connaître et valoriser ses atouts auprès des citoyens en vue de les insérer par le marché du travail local.

Mesure 3 : Informer et communiquer sur les filières du Pays

Le Pays d'Alençon est un territoire pluriactif. Afin de maintenir cette traditionnelle diversité économique ; il est nécessaire de maintenir les jeunes sur le territoire et d'attirer de nouveaux actifs dans le bassin d'emploi d'Alençon. C'est pourquoi, le Pays d'Alençon encouragera la connaissance des métiers par les jeunes et les personnes à la recherche d'un emploi. Cette communication permettra de valoriser des métiers en perte d'attractivité et qui tendent à disparaître.

Mesure 4 : Faciliter l'accès à la formation

Bien qu'il possède des formations qualifiantes et professionnalisantes, le Pays d'Alençon souffre d'un manque de personnes qualifiées. Dans le but de répondre aux besoins des entreprises installées sur le territoire, d'accroître son efficacité et son attractivité économique, mais également de faciliter l'insertion professionnelle, le Pays soutiendra la formation des jeunes et des actifs sur le territoire et encouragera la mobilité internationale des étudiants et des apprentis.

Le Pays d'Alençon désire avoir une population formée, compétente, capable de s'adapter aux mutations conjoncturelles et structurelles mais également apte à reprendre une entreprise, à s'ouvrir sur le marché international.

Enjeu 1

OBJECTIF 1 RAPPROCHER L'OFFRE DE LA DEMANDE LOCALE DE L'EMPLOI

Mesure 3 Informer et communiquer sur les filières du Pays

Mesure 4 Faciliter l'accès à la formation

OBJECTIF 3

CONSOLIDER UNE OFFRE DE QUALITÉ EN MATIÈRE DE SERVICES À LA PERSONNE

Certains services sont insuffisamment développés sur le territoire et inégalement répartis. De manière à maintenir les personnes âgées à domicile, à attirer des jeunes et des couples avec enfants, et plus particulièrement à revitaliser et redynamiser des espaces menacés de désertification, le Pays d'Alençon appuiera les dispositifs visant à promouvoir des projets structurants et des expériences innovantes en matière de services.

Le Pays d'Alençon soutiendra le développement des opérations d'économie sociale et solidaire.

L'urgence d'une territorialisation optimale des services à la personne sur le Pays d'Alençon répond à deux impératifs :

- **un impératif de proximité** : l'implantation des services sociaux, au plus près des personnes, est gage d'une meilleure efficacité et d'un traitement égal des citoyens.

- **un impératif d'aménagement et de fonctionnement harmonieux du territoire** : le déploiement sur l'ensemble du territoire limite les problèmes de déplacements et la congestion au niveau du centre urbain.

Mesure 5 : Renforcer la connaissance des services existants en direction des entreprises, des associations et des habitants

A l'échelle du territoire, le grand public ne connaît ni les services à la personne existants ni les dispositifs législatifs les régissant. Afin d'améliorer le développement des services sur l'ensemble du pays, le pays d'Alençon veillera à informer et communiquer sur les services auprès de ses différents acteurs. De ce fait, tous les acteurs bénéficieront du même niveau d'information et pourront accéder plus facilement aux différents services.

ENJEU 1

OBJECTIF 3

CONSOLIDER UNE OFFRE DE SERVICES DE QUALITÉ EN MATIÈRE DE SERVICES À LA PERSONNE

Mesure 5

Renforcer la connaissance des services existants en direction des entreprises, des associations et des habitants

Enjeu 1

Mesure 6 : Structurer et développer l'offre de services en direction de la petite enfance et des personnes âgées.

Les structures et les dispositifs dédiés à la petite enfance et aux personnes âgées sont insuffisants et inégalement répartis sur le territoire. De manière à corriger ces déséquilibres spatiaux et dans le but d'avoir une plus grande équité intergénérationnelle, le Pays d'Alençon soutiendra le développement de projets structurants en matière d'accueil des personnes âgées et des jeunes enfants avec pour objectif l'amélioration de leur santé, de leur bien être et de leur épanouissement. Ces services faciliteront le quotidien des familles.

Cette mesure repose autant sur des enjeux sociaux qu'environnementaux puisque elle vise d'une part, le développement de solidarités sociales et spatiales et, d'autre part, à réduire les nuisances générées sur l'environnement en développant des modes de transports (covoiturage, bicyclette...) plus respectueux de la nature.

Mesure 7 : Favoriser la mobilité des personnes.

Le Pays détient un réseau d'infrastructures routières et ferroviaires particulièrement conséquent, participant au maillage polaire du territoire et à la circulation des hommes. Cependant, les personnes éprouvant des difficultés de mobilité tels que les jeunes, les personnes âgées, les femmes au foyer et les personnes à mobilité réduite n'ont pas accès à certaines zones du territoire faute d'aménagement et de transports collectifs adaptés. Afin de faciliter la mobilité des habitants sur l'ensemble du Pays d'Alençon, pour des sorties fréquentes (marchés, ...) ou occasionnelles (concerts, cinéma, médecin, administration,...), le Pays incitera le développement d'une offre de transport adaptée et l'aménagement d'accès piétonniers.

OBJECTIF 3 CONSOLIDER UNE OFFRE DE SERVICES DE QUALITÉ EN MATIÈRE DE SERVICES À LA PERSONNE

Mesure 6

Structurer et développer l'offre de services en direction de la petite enfance et des personnes âgées.

Mesure 7

Favoriser la mobilité des personnes

OBJECTIF 4

AFFIRMER L'EXISTENCE DU DYNAMISME ASSOCIATIF ET DES ACTIVITÉS CULTURELLES, SPORTIVES ET DE LOISIRS

Enjeu 1

OBJECTIF 4
AFFIRMER
L'EXISTENCE
DU DYNAMISME
ASSOCIATIF ET
DES ACTIVITÉS
CULTURELLES,
SPORTIVES
ET DE LOISIRS

Le Pays d'Alençon possède une offre importante de divertissement, qui s'organise progressivement. Si celle-ci est de bonne qualité, elle reste cependant très localisée et manque de coordination. L'offre culturelle profite en effet aux grands pôles du territoire.

Afin de valoriser ses atouts culturels, sportifs et de loisirs et d'améliorer la fréquentation des lieux culturels..., le Pays encouragera les opérations de mise en réseau des acteurs associatifs, de structuration des équipements et des manifestations sur l'ensemble du territoire.

Mesure 8 : Susciter la création d'un réseau associatif à l'échelle du pays

Les associations participent au dynamisme du territoire. Elles sont tellement nombreuses qu'il est difficile d'en connaître le nombre exact et d'en apprécier le rôle et la mission sur le territoire. Pour palier cette faiblesse et éviter l'essoufflement de la dynamique associative, le Pays d'Alençon veillera à recenser ces associations puis à les fédérer.

Mesure 9 : Renforcer la connaissance des associations des réseaux d'aides locaux

Afin de faire émerger un projet, les acteurs s'organisent autour du statut associatif, forme assez répandue. Or, connaître tous les dispositifs d'aides, les acteurs à rencontrer et à solliciter, les démarches à suivre, n'est pas toujours facile, et principalement lorsque les personnes émettent leur premier projet. Afin d'améliorer l'efficacité des acteurs associatifs dans leur démarche, le Pays d'Alençon mettra en œuvre les dispositifs visant à la connaissance des réseaux d'aides locaux.

Mesure 8

Susciter la
création d'un réseau
associatif à l'échelle
du pays

Mesure 9

Renforcer
la connaissance
des associations
des réseaux d'aides

Enjeu 1

Mesure 10 : Participer au renforcement de la structuration des associations par l'organisation de formations

Se constituer sous la forme associative ne nécessite pas de grandes compétences, mais certains aspects de la vie associative compliquent la gestion et le fonctionnement des associations. Afin de préserver une dynamique associative sur le territoire, le Pays d'Alençon veillera à améliorer l'efficacité des associations et éviter leur essoufflement en proposant des formations adaptées à leurs besoins, essentiellement en direction des bénévoles associatifs.

Mesure 11: Soutenir la communication culturelle « Pays »

Précédemment, le Pays soutenait le développement des manifestations culturelles existantes en soutenant la rédaction d'un calendrier commun aux EPCI du territoire.

La diffusion de nouveaux supports à l'échelle du département a entraîné le retrait de l'outil de communication du pays. Or aujourd'hui, les manifestations culturelles et sportives sont toujours nombreuses sur le territoire, mais le Pays ne possède pas d'outil identitaire participant à la promotion de la dynamique locale. Seul le passeport culturel sert de pont d'information et de communication des activités culturelles sportives sur le territoire mais uniquement à destination des jeunes et sur des activités ciblées.

Le Pays d'Alençon encouragera la promotion de ses atouts culturels sportifs et de loisirs, en soutenant l'optimisation de son passeport culturel et en cherchant à développer de nouveaux outils.

OBJECTIF 4
AFFIRMER
L'EXISTENCE
DU DYNAMISME
ASSOCIATIF ET
DES ACTIVITÉS
CULTURELLES,
SPORTIVES
ET DE LOISIRS

Mesure 10
Participer au
renforcement de la
structuration des
associations par
l'organisation
de formations

Mesure 11
Soutenir la
communication cul-
turelle « Pays »

OBJECTIF 5

AFFIRMER LE PAYS COMME UN LIEU D'ÉCHANGES ET DE RÉFLEXION

Le Pays d'Alençon est, certes un territoire de projet mais, il doit essentiellement sa notoriété aux multiples forces vives qui l'animent et le composent. C'est d'ailleurs la fédération des synergies sur ce territoire qui lui définissent ses vocations et son chemin. Le Pays d'Alençon ne pourrait pas vivre sans ses acteurs : les habitants, les élus, les consulaires, les techniciens, les partenaires. Pour assurer son bon fonctionnement et le pérenniser, il est nécessaire d'organiser son pilotage tant sur le plan politique que technique (partenaires et équipe d'animation). Le Pays restera un espace de dialogue, de participation et d'animation.

Mesure 12 : Améliorer l'organisation du pays pour une plus grande efficacité

Conscient des enjeux qui lui incombent, le Pays d'Alençon saisit l'intérêt d'intégrer le développement durable dans sa démarche de développement. Afin de répondre à certains critères de ce récent concept, le Pays d'Alençon fera progresser son organisation tant au niveau politique que technique en proposant de nouvelles méthodes et des nouveaux procédés.

Les projets que le Pays soutiendra, mettront fortement l'accent sur la participation des acteurs, la transversalité, l'organisation du pilotage, la gouvernance, et l'évaluation.

Enjeu 1

OBJECTIF 5 AFFIRMER LE PAYS COMME UN LIEU D'ÉCHANGES ET DE RÉFLEXION

Mesure 12

Améliorer l'organisation du pays pour une plus grande efficacité

Enjeu 1

Mesure 13 : Renforcer la communication pour une meilleure promotion du Pays

Le Pays d'Alençon est principalement identifié à la ville d'Alençon ou sa communauté urbaine. Parmi les acteurs interrogés, rares sont les personnes qui connaissent bien le Pays d'Alençon tant au niveau de son périmètre, de ses missions que des membres qui l'animent. Le manque de site Internet pénalise sa reconnaissance et sa connaissance par les acteurs extérieurs.

Afin d'améliorer sa connaissance auprès des acteurs socio-économiques, des collectivités territoriales, des partenaires extérieurs et des autres territoires de projets, le Pays d'Alençon développera tout ses outils de communication.

Mesure 14 : Développer et renforcer les relations partenariales durables

Afin d'aménager et de développer harmonieusement son espace, le Pays d'Alençon doit compter sur la participation de nombreux acteurs : les collectivités territoriales qui le composent ainsi que les partenaires, techniques et financiers du territoire et des échelles supra-territoriales. Ces acteurs ne se connaissent pas nécessairement entre eux. Le Pays d'Alençon veillera à les faire connaître, les fédérer et les aidera dans leur projet afin d'améliorer leur efficacité ainsi que celle du Pays.

OBJECTIF 5
AFFIRMER LE PAYS
COMME UN LIEU
D'ÉCHANGES ET DE
RÉFLEXION

Mesure 13

Renforcer
la communication
pour une meilleure
promotion du Pays

Mesure 14

Développer et
renforcer
les relations
partenariales
durables

Enjeu 2 : Concevoir un développement économique et social respectueux de l'environnement

Le Pays d'Alençon, territoire niché dans deux belles régions, est riche d'un patrimoine naturel et bâti remarquable tant par sa diversité que par sa qualité : ces ressources patrimoniales façonnent un cadre de vie agréable pour la population résidente et constituent un attrait pour l'activité touristique.

Il détient également un tissu économique diversifié : des activités traditionnelles telles que l'agriculture, l'artisanat et le commerce se mêlent aux activités plus modernes telles que l'agroalimentaire et la plasturgie.

Les environnements naturels et économiques de cet espace constituent deux éléments importants du pays d'Alençon : à la fois comme signe d'identité et comme facteur de compétitivité.

Par conséquent, le pays d'Alençon veillera à maintenir son dynamisme économique en soutenant ces deux types d'activités et tentera de faire prendre conscience aux hommes de son potentiel environnemental territorial : le pays d'Alençon sera un territoire de qualité.

Compte tenu de ceci, un second est imposé : Concevoir un développement économique et social respectueux de l'environnement. Pour atteindre cet enjeu, le pays d'Alençon adoptera comme stratégie la préservation et la valorisation de ses ressources locales.

Le Pays d'Alençon concentrera ses efforts pour être un territoire performant et innovant tout en préservant son cadre de vie.

Il développera les mesures propices à attirer des entreprises et à valoriser les activités identitaires. L'ensemble des facteurs jouant un rôle déterminant sur l'attractivité du Pays (les acteurs économiques, les outils et les procédés innovants) sera largement soutenu par le pays.

Par ailleurs, l'identité plurielle du Pays d'Alençon repose également sur la valorisation de son patrimoine en s'appuyant sur ses ressources sociales, culturelles, économiques et politiques.

3 objectifs, accompagnés de mesures permettront de valoriser le Pays.

Enjeu 2 : Concevoir un développement économique et social respectueux de l'environnement

Objectif 6 Valoriser les filières identitaires

- M15** Assurer le maintien de l'excellence territoriale par l'agroalimentaire et la plasturgie
- M16** Stimuler une agriculture durable et de qualité

Objectif 7 Renforcer l'attractivité économique du territoire

- M18** Accompagner et informer les acteurs économiques
- M19** Développer harmonieusement les zones d'activités du territoire
- M20** Utiliser les moyens de communication pour améliorer la compétitivité

Objectif 8 Préserver et valoriser le cadre de vie du pays

- M21** Favoriser un développement harmonieux du territoire
- M22** Protéger et valoriser le patrimoine naturel et bâti ruraux
- M23** Promouvoir l'efficacité énergétique et l'éco-responsabilité

OBJECTIF 6

VALORISER LES FILIÈRES

IDENTITAIRES

Pendant plusieurs années, l'économie du Pays d'Alençon était marquée par deux activités principales en plus de l'unique activité agricole : il s'agissait des secteurs liés à la dentelle et aux usines Moulinex. Aujourd'hui, si l'agriculture reste présente même minoritairement, le tourisme et les activités liées aux secteurs « agroalimentaire » et « plasturgie », animent désormais l'économie du territoire et constituent les principales filières identitaires. Toutes ces activités ont des capacités et des moyens pour valoriser les ressources locales, mais sont régulièrement soumises aux aléas du marché. C'est pourquoi, le Pays d'Alençon encouragera le maintien de ses filières identitaires. Il soutiendra le développement de démarche de « qualité » c'est-à-dire toutes les démarches et procédés visant un développement respectueux des hommes et de l'environnement. L'objectif est de préserver ses atouts locaux et de rester compétitif.

Le Pays d'Alençon veillera à satisfaire des demandes de plus en plus présentes des consommateurs et des usagers en matière d'authenticité et de santé.

Mesure 15 : Assurer le maintien de l'excellence territoriale par l'agroalimentaire et la plasturgie

Conséquence de la présence d'un paysage diversifié permettant aussi bien l'exploitation laitière, avicole, céréalière ou cidricole, les industries agroalimentaires se sont développées sur le territoire. Elles valorisent les produits issus de l'agriculture locale en les transformant. Concernant le pôle plasturgie, il est venu compenser la perte de Moulinex. Il s'appuie sur un réseau d'entreprises locales, des instituts de formation et de recherche et développe des procédés innovants. Afin de maintenir ces deux pôles économiques, le Pays d'Alençon participera activement au développement de procédés et d'outils visant la qualité sur son territoire en soutenant la valorisation des ressources locales : les produits issus de l'agriculture, du patrimoine naturel...

Enjeu 2

OBJECTIF 6

VALORISER LES FILIÈRES IDENTITAIRES

Mesure 15

**Assurer le maintien
de l'excellence
territoriale par
l'agroalimentaire
et la plasturgie**

Enjeu 2

Mesure 16 : Stimuler une agriculture durable et de qualité

Comme partout en France, le secteur agricole local a perdu de nombreux actifs et les exploitations sont de moins en moins nombreuses. Pourtant, le secteur agricole constitue une clé importante du développement territorial : elle permet de préserver les activités commerciales, les services et ainsi que le patrimoine et le paysage, favorisant l'attractivité touristique.

Si la profession d'agriculteur reste un beau métier, elle est aujourd'hui confrontée à des difficultés liées à des conditions de travail trop dures, des contraintes réglementaires importantes, des attentes urbaines en matière de qualité et de gestion de l'espace...

Afin de conserver une activité agricole dynamique tout en satisfaisant la demande des néo-ruraux et les besoins des agriculteurs, le Pays d'Alençon soutiendra les opérations de reprise et transmission d'exploitations dans le but de valoriser la profession agricole et de préserver l'entretien des paysages. Il encouragera également le développement de productions de qualité à partir des ressources locales; il veillera à améliorer les conditions de travail des agriculteurs et les soutiendra dans leur adaptation aux mutations à venir.

Mesure 17 : Encourager le tourisme comme vecteur de promotion du territoire

Les touristes du Pays d'Alençon sont avant tout des touristes de passage, attirés par les activités de randonnées, de loisirs et de découverte du patrimoine naturel et bâti. Le territoire détient en effet des sites patrimoniaux remarquables mais insuffisamment valorisés : la labellisation de sites manque. Le Pays d'Alençon encouragera la valorisation de ses sites et ses petites cités de caractère en soutenant leur labellisation (ZPPAUP, « petites cités de caractères », « pays d'art et d'histoire »).

OBJECTIF 6

VALORISER LES FILIÈRES IDENTITAIRES

Mesure 16

Stimuler une agriculture durable et de qualité

Mesure 17

Encourager le tourisme comme vecteur de promotion du territoire

OBJECTIF 7

RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

Le Pays d'Alençon voit progressivement son espace se désenclaver et s'ouvrir vers l'extérieur en raison de la création de deux nouvelles infrastructures (A28-A88). Ces dernières constituent une opportunité de développement économique pour le territoire et ses acteurs. Des zones d'activités ont été créées à cette occasion. Afin d'améliorer l'attractivité économique de son territoire, que le Pays d'Alençon soutiendra les acteurs économiques pour les insérer convenablement dans le tissu économique. Il participera ainsi à l'aménagement et au développement des zones d'activités, et améliorera la circulation des hommes et des marchandises.

Mesure 18 : Accompagner et informer les acteurs économiques

Précédemment, le Pays d'Alençon a découvert un manque d'information de ses acteurs économiques bien que les dispositifs de communication existants soient particulièrement nombreux. Ce déficit pénalise les porteurs de projets et les entrepreneurs dans le développement ou l'amélioration de leurs outils et de leurs conditions de travail.

Afin de corriger ce déficit, le Pays d'Alençon encouragera le développement des dispositifs d'information et d'accompagnement des acteurs économiques afin qu'ils puissent pérenniser leur activité et bénéficier d'aides.

Enjeu 2

OBJECTIF 7

RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

Mesure 18

Accompagner et informer les acteurs économiques

Enjeu 2

Mesure 19 : Développer harmonieusement les zones d'activités du territoire

— Le Pays d'Alençon détient plusieurs zones d'activités sur son territoire de tailles diverses (il compte des zones d'activités d'intérêt interdépartemental. Leur vocation est artisanale, commerciale, ou industrielle ; elles ne bénéficient aujourd'hui que de très peu de services. Elles sont généralement installées à proximité des grands pôles urbains, difficilement intégrées à l'environnement ambiant. Elles fonctionnent indépendamment les unes des autres, sans mise en réseau.

Le Pays d'Alençon veillera à un aménagement de qualité des zones d'activités et à leur mise en réseau.

Mesure 20 : Utiliser les moyens de communication pour améliorer la compétitivité

La couverture du territoire en haut débit, permise par les politiques départementales, les différentes infrastructures de transports que détient le Pays constituent de véritables atouts tant sur le plan économique qu'environnemental. Le territoire peut en effet communiquer avec l'extérieur et s'ouvrir au monde. Dans le but de réduire les nuisances et les coûts menaçant constamment l'environnement, de conforter économiquement le pôle métropolitain qu'est Caen, le Pays d'Alençon soutiendra la filière des technologies de l'information et de la communication et les relations par le rail et les communications multimodales.

OBJECTIF 7

**RENFORCER
L'ATTRACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE
DU TERRITOIRE**

Mesure 19

**Développer
harmonieusement
les zones d'activités
du territoire**

Mesure 20

**Utiliser les
moyens de
communication
pour améliorer la
compétitivité**

OBJECTIF 8

PRÉSERVER ET VALORISER

LE CADRE DE VIE DU PAYS

Le cadre de vie du Pays se matérialise par la diversité du patrimoine naturel et bâti. Or plusieurs problèmes se cristallisent sur le milieu rural en relation avec les phénomènes de périurbanisation et les mutations économiques et sociales qui s'opèrent au sein du milieu agricole et, l'ouverture de nouvelles infrastructures de transports.

Le Pays d'Alençon est ainsi soumis à une forte pression foncière, à une dénaturation de son patrimoine et les nuisances environnementales sont croissantes. Par manque d'anticipation, ces troubles peuvent être irréversibles.

Le Pays d'Alençon préservera et valorisera ses ressources patrimoniales locales afin de maintenir ses signes distinctifs et identitaires, permettant aux habitants de se sentir appartenir au territoire.

Mesure 21 : Favoriser un développement harmonieux du territoire

Compte tenu de l'augmentation des prix du foncier et de l'attraction des couples bi-actifs avec enfants vers les espaces ruraux proches d'Alençon, le développement de l'urbanisation en périphérie a été important ces dernières années. Or ce développement urbain s'est effectué au détriment des espaces agricoles et des éléments patrimoniaux dû notamment d'un manque notoire de documents d'urbanisme, avec pour conséquence une transformation de l'environnement.

Par conséquent, le Pays d'Alençon veillera à l'amélioration de la gestion de son territoire en favorisant la rédaction de documents d'urbanisme sur l'ensemble de l'espace et il insistera sur la nécessaire prise en compte des éléments urbains et paysagers dans les projets d'urbanisation.

Enjeu 2

OBJECTIF 8

PRÉSERVER

ET VALORISER

LE CADRE DE VIE

DU PAYS

Mesure 21

Favoriser un développement harmonieux du territoire

Enjeu 2

Mesure 22 : Protéger et valoriser le patrimoine naturel du bâti

Le patrimoine bâti du Pays d'Alençon s'articule autour du patrimoine privé et public : des anciens bâtiments agricoles devenus non fonctionnels, des lavoirs ou moulins publics abandonnés ou insuffisamment valorisés... Ce patrimoine constitue un pan entier de l'histoire qu'il est nécessaire de faire connaître, autant de la population locale afin qu'elle s'approprie son territoire et qu'elle apprécie le travail de ses ancêtres, que des touristes pour qui, ces éléments patrimoniaux témoignent de l'identité territoriale.

L'eau est une ressource naturelle que le Pays d'Alençon détient en grande quantité mais qui est menacée par des problèmes de pollution. Or il est nécessaire de préserver cette ressource non renouvelable par une meilleure gestion et une meilleure valorisation afin de satisfaire de façon durable les besoins en eau de la population et des activités économiques.

Protéger et valoriser les espaces ruraux nécessite également une amélioration de la gestion des déchets. La production comme partout ailleurs ne cesse de progresser et, sur le territoire les lieux de traitement se font plus rares.

Le Pays d'Alençon accompagnera les acteurs locaux à la gestion et la préservation du patrimoine public et rural. Il soutiendra, d'une part, les actions de restauration d'anciens bâtiments agricoles et, d'autre part, les actions d'entretien et de protection des milieux aquatiques. Il veillera également à s'intégrer aux politiques départementales afin de diminuer la production de déchets à la source et d'améliorer leur valorisation par les habitants et les collectivités.

L'objectif est de maintenir un territoire propre, agréable à vivre et accueillant par un cadre de vie naturel et préservé.

OBJECTIF 8

PRÉSERVER ET VALORISER LE CADRE DE VIE DU PAYS

Mesure 22

Protéger et valoriser le patrimoine naturel du bâti

Enjeu 2

Mesure 23 : Promouvoir et valoriser le cadre de vie du pays

Le Pays d'Alençon ne peut pas poursuivre son développement sans se préoccuper de son environnement. Il encouragera le développement des énergies renouvelables en soutenant la valorisation et l'utilisation des ressources locales telles que le bois énergie et d'autres ressources renouvelables aussi bien chez les habitants et les collectivités que pour les professionnels : agriculteurs, industriels....

Le Pays d'Alençon fera de sa population, des générations éco-responsables. Il s'agira de faire reconnaître la portée écologique des gestes quotidiens de l'ensemble des acteurs du territoire (habitants, actifs, élus, entrepreneurs...) en termes de déplacements, de consommation d'énergies et de rejet des déchets. L'objectif est que chaque individu soit exemplaire.

Le Pays soutiendra l'éducation à l'environnement et au développement durable des jeunes et des nouvelles générations ainsi que la sensibilisation et la formation des personnels des collectivités du territoire sur les mêmes problématiques.

Il veillera au développement d'une politique d'achat raisonnée en termes de coûts financiers et de coûts induits à l'environnement dans les collectivités, à la réduction des consommations d'eau, d'énergies et de papier dans le fonctionnement quotidien des structures collectives. L'objectif est de diminuer les consommations des énergies non renouvelables et polluantes et de réduire les charges devenues conséquentes et enfin d'améliorer l'efficacité des structures.

OBJECTIF 8

PRÉSERVER ET VALORISER LE CADRE DE VIE DU PAYS

Mesure 23

Promouvoir et valoriser le cadre de vie du pays

Résumé

LA CHARTE DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU PAYS D'ALENÇON LE PAYS D'ALENÇON : UN TERROIR DU 21EME SIECLE

Le Pays d'Alençon est un territoire récemment constitué, il a la particularité d'être interdépartemental et interrégional, et se fonde sur une structure intercommunautaire. Cet espace à dominante rurale, s'articule autour d'un pôle centre, Alençon, troisième agglomération de Basse-Normandie, et de pôles de plus petites envergures.

Ce bassin de vie, a certes quelques faiblesses qui menacent sa pérennité mais il dispose de nombreux atouts.

Il est en effet, riche d'un patrimoine environnemental, paysager et architectural remarquable duquel ne se dégage pourtant aucune véritable identité.

La diversité de son tissu économique, culturel et associatif participe à son dynamisme. Les bouleversements structurels et conjoncturels auxquels il est confronté depuis quelques années freinent son développement et sa reconnaissance aux échelles départementales, régionales, nationales.

Pourtant, son désenclavement matériel et virtuel pourrait relancer son attractivité et lui redonner un second souffle à condition de saisir les opportunités qui en découlent.

Par anticipation de l'expiration de sa charte en 2006, du renouvellement des Contrats de Pays pour la période 2007-2013 et, du renouvellement de ses données, le pays a commandé la réalisation de sa nouvelle charte de territoire respectant les principes et les finalités du développement durable. Le document réalisé constitue le nouveau document de cadrage du Pays d'Alençon et lui permettra de définir des actions à inscrire aux prochains Contrats de Pays.

Le document final réalisé, met en évidence les forces et les faiblesses du territoire ainsi que ses opportunités et ses menaces à partir desquelles ont été définis de nouveaux enjeux de développement et un nouveau programme global et transversal. L'objectif ultime est de faire du Pays d'Alençon un territoire où il fait bon vivre.

Adeline LEMELTIER
Magistère 3ème année

Année universitaire 2005-2006
Rapport de Stage individuel
Commanditaire : Pays d'Alençon
Maître de stage : Le Josne Mélanie